

Allemagne fédérale : la jeunesse ne veut pas servir de chair à canon

p.5

Lutte ouvrière

Il y a 20 ans,
le 17 octobre 1961,
les
manifestants
algériens
massacrés
dans les rues
de Paris.

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 698 - 17 octobre 1981 - prix : 5 F

p. 10-11



le temps de la colère

Nationalisations : l'Etat banque...

pour indemniser les patrons

p. 8 - 9

Dans le monde

- Page 5 :
— Allemagne fédérale : une manifestation pacifiste qui fait... l'effet d'une bombe.
- Page 20 :
— Après Sadate, Moubarak : les inquiétudes des dirigeants occidentaux.

En France

- Page 6 :
— Le mécontentement des usagers de la Gare du Nord.
- Page 7 :
— Renault Billancourt : la lutte des OS de l'île Seguin.
- Pages 8 et 9 :
— Nationalisations : pour l'Etat, une autre façon de banquer.
- Pages 10 et 11 :
— 19 octobre 1961 : les Algériens manifestaient seuls à Paris.
- Page 12 :
— Les stagiaires des centres FPA en lutte.
- Page 13 :
— En lutte : Renault Flins ; Cellulose d'Aquitaine ; Schlumberger (Vosges) ; SNCF région rouennaise.
- Page 14 :
— En avant vers les 35 heures... en 2151 ?
— Carbone-Lorraine ; groupe VIA ; Air-France Orly-Sud ; groupe Malakoff.
- Page 15 :
— En lutte : Alstom-Atlantique Saint-Nazaire ; CLESID Saint-Chamond ; RVI Feuillat Lyon ; Viniprix Alfortville.
- Page 16 :
— Dans les entreprises : Spiertz Strasbourg ; AIA Clermont-Ferrand ; EDF-GDF Paris ; Peugeot Dijon ; Renault Cléon et Saint-Ouen ; PTT.
- Page 17 :
— Une rentrée comme les autres !

Culture

- Pages 18 et 19 :
— Livres : *Sadate, pharaon d'Egypte* de Thierry Desjardin ; *Ferraous, une voix en enfer* de Naoual el Saadaoui.
— Films : *Pour la défense du peuple* ; *Les 4 saisons*.

Montbéliard : des intérimaires en butte à l'arbitraire

Chers camarades,
Je travaille à Fribourg-Condensateurs, qui est une usine de la région de Montbéliard. Elle emploie pour l'essentiel un personnel féminin et intérimaire, sur 250 ouvriers. Au mois de juillet, du 16 au 31, nous avons fait grève totale avec occupation afin d'obtenir le réajustement du SMIC de 10 %, le treizième mois, une révision du règlement intérieur, surtout en ce qui concerne la discipline. Par exemple, pour un intérimaire, il lui suffisait de refuser de venir travailler un samedi et il se faisait licencier, d'être malade, et c'est la porte qu'on lui indiquait. Si, sur l'essentiel, nous avons obtenu satisfaction, la maîtrise, elle, n'a pas changé son attitude méprisante.

Depuis la rentrée, ma chef est constamment derrière mon dos à me demander de faire la production exigée, autrement je risquerais de ne pas rester longtemps, car je suis aussi intérimaire. Sans compter qu'il faut normalement 3 mois pour arriver à faire la production, alors que je suis embauchée depuis un mois et demi.

Du fait de la grève, aucune sanction ne devait être prise à l'encontre des grévistes, mais la direction fait le contraire. Au 1^{er} septembre, une ouvrière intérimaire est venue travailler à 5 heures du matin ; à 10 h, la chef est venue lui dire qu'elle était licenciée sans donner le motif, mais tout le monde sait très bien que cette ouvrière était une des premières à faire grève le 16 juillet.

Elle est partie en criant sa révolte, d'autant plus que ses 5 heures de travail ne seront pas payées.

La grève n'a sûrement pas servi de leçon à certaines chefs, et nous sommes quelques-unes prêtes à recommencer, s'il le faut.

Une ouvrière révoltée

Besançon : les élèves éducateurs et assistants sociaux en grève

Bonjour,

Nous sommes en grève depuis le lundi 28 septembre. Voici un article qui explique notre lutte. D'avance merci. Amicalement.

Les élèves éducateurs spécialisés assistants sociaux - les sections syndicales CGT-CFDT.

A Besançon, les élèves éducateurs et assistants sociaux sont en grève depuis le lundi 28 septembre, pour protester contre les conditions financières désastreuses qui leur sont données pour poursuivre leurs études.

D'une part, la majorité des élèves assistants sociaux et éducateurs n'ont pour vivre qu'une bourse délivrée par le ministère de la Solidarité nationale, qui équivaut à 675 F par mois. Comment vivre avec 675 F par mois, quand il faut se loger, se nourrir et assumer tous les frais divers qu'entraîne une formation, à savoir : hébergement, déplacements (les stages étant souvent à l'extérieur de Besançon).

D'autre part, les élèves pouvant justifier de trois ans de travail (antérieur à la formation) peuvent prétendre à une allocation mensuelle (à peu près égale au SMIC). Or il se trouve que le ministère du Travail ne donne qu'un nombre limité de ces allocations, ce qui fait qu'environ 70 % des personnes qui devraient pouvoir en bénéficier ne le peuvent pas.

Enfin, il est à noter que la moyenne d'âge de ces élèves est de 26 ans, ce qui suppose souvent des charges de famille.

Les revendications des élèves éducateurs et assistants sociaux sont les suivantes :

— Ouverture des négociations avec toutes les parties concernées pour obtenir le statut de travailleurs sociaux en formation.

— Et parallèlement, dans l'immédiat, obtention de l'allocation formation à tous ceux qui peuvent en bénéficier et réévaluation de la bourse délivrée par le ministère de la Solidarité nationale.

Les élèves en grève de Besançon lancent un appel à toutes les écoles d'assistants sociaux et d'éducateurs spécialisés en formation, pour qu'ils suivent le mouvement.

Si vous ne trouvez pas « Lutte Ouvrière »...

Chers camarades,

Que se passe-t-il dans la diffusion de Lutte Ouvrière ? Depuis la fin des vacances, il m'est impossible de trouver le journal à mon kiosque habituel d'Arcueil, avenue Laplace, devant le RER. Pas plus de succès au kiosque du métro, liaison RER de Denfert-Rochereau, où

autrefois on le trouvait facilement. Enfin, ce matin, il n'était pas non plus au métro Franklin-Roosevelt où j'avais fini par le trouver les trois dernières semaines. Avez-vous modifié votre système de distribution, ou est-ce du sabotage ?

Je travaille dans une banque nationalisable (CCF), où la pression patronale est très forte actuellement. On se « gausse » facilement du fait que le gouvernement nationalise les aspirateurs avec Thomson-Brandt, alors qu'il laisse au privé les mitrailleuses en ne touchant pas à Thomson-CSF. Enfin, le personnel, inquiet pour son avenir en cas de fusion, ne voit pas l'utilité des nationalisations, puisque dans les établissements déjà nationalisés les mêmes hommes restent en place (Brossette au Crédit Lyonnais, Lauré à la Société Générale, Calvet à la BNP) ainsi que dans les institutions d'Etat (Pérouse à la Caisse des Dépôts), sans parler du directeur du Trésor et du gouverneur de la Banque de France.

N'y a-t-il pas suffisamment de cadres de gauche ?

Avec mes fraternelles salutations.

L.Q., Arcueil

Tout d'abord, quant à la diffusion de *Lutte Ouvrière*, nous n'avons rien modifié. *Lutte Ouvrière* est toujours diffusée par les NMPP, et peut donc être achetée dans les kiosques. Mais il se trouve que les NMPP ont — elles aussi — une politique de « rentabilisation » qui vise à diminuer le nombre de journaux distribués. Bien entendu, cela ne se fait pas au détriment des « grands » de la presse, mais plutôt des autres, dont nous sommes. Et voilà pourquoi, parfois, par une décision arbitraire d'on ne sait qui, notre journal ne parvient plus à un marchand de journaux qui pourtant avait bien des clients lecteurs de *Lutte Ouvrière* !

Alors, amis lecteurs qui êtes dans ce cas, sachez que tout marchand de journaux peut demander aux NMPP à être approvisionné en *Lutte Ouvrière*. Il peut demander le rétablissement d'un service interrompu — ou son établissement s'il ne l'a jamais reçu. N'hésitez pas à lui demander de le faire. Vous aiderez ainsi à notre diffusion...

Quant à la seconde partie de la lettre de notre correspondance, concernant les « nationalisables », en effet, les nationalisations qu'on nous propose laisseront les mêmes hommes en place, et finalement la même politique, car les « cadres de gauche » qui sont maintenant à la tête de l'Etat sont fort occupés à démontrer aux possédants qu'ils sont capables de gérer l'économie et la société avec la même « efficacité » que leurs prédécesseurs...

On se croirait aux NMPP !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE	NOM :
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE	Prénom :
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE	Adresse :
(mensuel destiné aux élèves du technique et
aux jeunes travailleurs, édité par Lutte
Ouvrière)	Code postal :
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

LE TEMPS DE LA COLÈRE

L'ÎLE Seguin, une partie de l'usine Renault de Billancourt, est toujours paralysée par des grèves d'OS, auxquelles la direction a répondu, il y a huit jours, par le lock-out de 4 000 ouvriers.

Les syndicats, et en particulier le plus influent, la CGT, aimeraient trouver un compromis avec la direction. Alors, ils négocient. Mais jusqu'à présent les grévistes, qui veulent gagner plus et ne plus être OS à vie, refusent de discuter les maigres propositions que leur fait la direction.

Alors, c'est l'attente. La grève ne concerne que quelques centaines d'ouvriers de l'île Seguin, que la direction cherche à faire céder en imposant aux autres le lock-out. C'est une petite grève, peut-être, et on ne sait pas quand et comment elle va se terminer. Mais ce conflit a peut-être beaucoup d'importance.

Car il n'est pas le seul aujourd'hui. Des milliers d'employés des grandes banques parisiennes étaient dans la rue le 15 octobre. Les cheminots ont récemment fait grève, dans certaines gares, et s'approprient à engager des mouvements, entre autres sur le réseau Est, la semaine qui vient. Et ici et là, dans le pays, le mécontentement s'exprime au travers de luttes diverses, éparses mais relativement nombreuses.

Et le ras-le-bol des ouvriers de chez Renault, c'est le ras-le-bol de tous les travailleurs, partout. Parce que, dans le même temps où l'on nous dit qu'on n'arrive pas à vendre tout ce qu'on produit, on nous dit qu'il faut augmenter la productivité. Parce qu'on nous parle de réduction du temps de travail, mais la seule réduction qu'on entrevoit, c'est le chômage et, pour ceux qui sont au travail, toujours et tout le temps plus de travail. Car, dans bien des entreprises, on réclame de plus en plus d'intensité dans le travail durant le temps qu'on passe à l'usine ou au bureau.

Eh oui, ras-le-bol aussi parce qu'aujourd'hui, comme hier, on en vient à nous dire que, pour que le pays sorte de la crise, il faut ce que les uns appellent une politique des revenus et les autres de la fermeté sur les salaires. On en vient à oser dire officiellement encore, comme toujours, que si les produits français se vendent mal, ce serait parce que les salariés gagnent trop, qu'ils sont trop souvent malades, qu'ils coûtent trop cher à la collectivité.

Mais les bourgeois, les patrons, combien coûtent-ils à la collectivité, en milliards qu'ils extorquent à l'Etat, par le

biais des subventions directes, des achats et commandes et des nationalisations grassement indemnisées, tandis qu'ils continuent à licencier et à condamner des centaines de milliers de travailleurs au chômage ? Tandis qu'en réalité les travailleurs, eux, ne reçoivent en salaires qu'une petite part de la valeur de ce qu'ils produisent pour tous les autres.

Alors, les travailleurs en ont ras-le-bol d'être à la fois victimes et accusés. Certains d'entre eux pensaient que le nouveau gouvernement ne se comporterait pas comme l'ancien. Et ceux-là commencent à découvrir que, si les visages ont changé, la politique reste la même.

Et c'est bien parce que cette idée-là fait son chemin, tandis que le mécontentement grandit, que la presse et la radio ont fait une certaine place au conflit de l'île Seguin. Parce qu'il se pourrait que ce soit un premier coup de colère qui montre que les travailleurs ne sont pas mariés avec le nouveau gouvernement.

Edmond Maire aussi, en y mettant le ton, vient de dire : « Je pousse un cri de colère : attention, ça commence à aller vraiment mal, il est temps qu'on parle ! ». Sincère ou non ? Démagogue ou pas ? Edmond Maire sait bien, lui aussi, que les travailleurs commencent à en avoir ras-le-bol. Et même si son exclamation est plus destinée à abuser les travailleurs qu'à menacer vraiment le gouvernement, c'est de toute façon un des symptômes de la colère qui monte.

Oui, il est temps que les travailleurs entrent en lutte. Il est temps qu'ils montrent qu'ils veulent autre chose de ce régime.

Oui, les travailleurs veulent que ça change, que ça change vraiment. Et en bien pour eux.

Ils veulent que les salaires et le niveau de vie soient garantis contre les hausses de prix, par l'échelle mobile des salaires.

Ils veulent la suppression immédiate du chômage, par la diminution des horaires de travail et la fin des cadences.

Ils veulent une rallonge immédiate d'au moins 500 F par mois pour tous les salaires.

Les dirigeants syndicalistes le savent. A eux de proposer. Sinon, la colère des travailleurs les balayera eux aussi.

Arlette LAGUILLER

POLOGNE : L' « union nationale » à l'ordre du jour ?

Le Conseil des ministres polonais vient de proposer la création d'une « Commission mixte permanente gouvernement-syndicats ». Celle-ci serait chargée entre autres de trouver une solution aux problèmes de ravitaillement et prendrait part aux décisions sur les mesures de rationnement ou de hausse de prix à prendre. Le quotidien du PC polonais, *Trybuna Ludu*, ajoute que, pour sortir la Pologne de la crise, « un consensus national est indispensable ». Il évoque même la possibilité de créer, dans l'avenir, un « gouvernement de coalition » comprenant, outre le PC, l'Eglise et Solidarité (cité par *Le Monde* du 13 octobre 1981).

Qu'elle soit ou non suivie d'effet, cette ouverture du gouvernement en direction de Solidarité est en tout cas significative. D'abord parce que, plus d'un an après le début des grandes grèves polonaises, le gouvernement doit aussi reconnaître le rôle du syndicat Solidarité et le poids qu'il a acquis dans le pays, grâce au soutien et à la mobilisation de la classe ouvrière. Au point que, pour mener sa politique économique, le gouvernement cherche à obtenir au moins la caution de Solidarité.

Oh, certes, le Premier ministre est libre d'augmenter les prix ou de réduire l'appro-

visionnement d'une région ou d'une ville. Mais, par contre, il est bien impuissant à faire admettre aux travailleurs le bien-fondé des mesures prises. On a encore pu le voir récemment dans la région de Piotrkow Trybunalski, à cent kilomètres de Varsovie, où, les ménagères, même avec leurs tickets de rationnement, n'arrivent plus à obtenir du sucre, de la viande, des cigarettes, de l'alcool, etc., la section locale de Solidarité a décidé 24 heures de grève dans quarante entreprises et menace de déclencher une grève générale pour le 20 octobre.

Voilà pourquoi, depuis plusieurs semaines, le gouvernement polonais essaie d'obtenir l'appui de Solidarité pour cautionner sa politique des prix. C'est ainsi qu'on a appris que les dirigeants du syndicat avaient été mis au courant de la hausse des prix du tabac bien avant le restant du pays.

Et il est évident qu'il y a de sa part un calcul politique. En cherchant à associer Solidarité à ses décisions, le gouvernement polonais cherche aussi à lui en faire prendre la responsabilité : à obtenir sa caution, en quelque sorte. Car qui, mieux que Solidarité, dispose de l'influence

nécessaire pour faire accepter ces décisions par les travailleurs ?

Dans ces conditions, l'hypothèse d'un « gouvernement de coalition » évoquée par *Trybuna Ludu*, comprenant le parti polonais, l'Eglise et Solidarité, ne serait au fond que la forme la plus achevée de cette caution que les gouvernants polonais d'aujourd'hui recherchent.

Cette solution verra-t-elle le jour ? C'est certes la première fois que cette éventualité est évoquée aussi clairement par les dirigeants polonais. Mais elle ne dépend pas que d'eux. D'abord, il n'est pas certain que les dirigeants de Solidarité soient prêts à se lier les mains dans une collaboration avec le pouvoir. Ensuite, même s'ils acceptaient de le faire, rien ne dit que les travailleurs accepteraient sans réagir les mesures prises contre eux.

Alors, si « l'union nationale » est la prochaine tentative de domestication de la classe ouvrière polonaise, rien ne dit qu'elle sera plus réussie que les précédentes. Quand, comme en Pologne, les travailleurs ont appris à ne pas se laisser faire, c'est dur de les convaincre de faire le contraire !

Joëlle GÉRARD

Réunion publique

LUTTE OUVRIÈRE

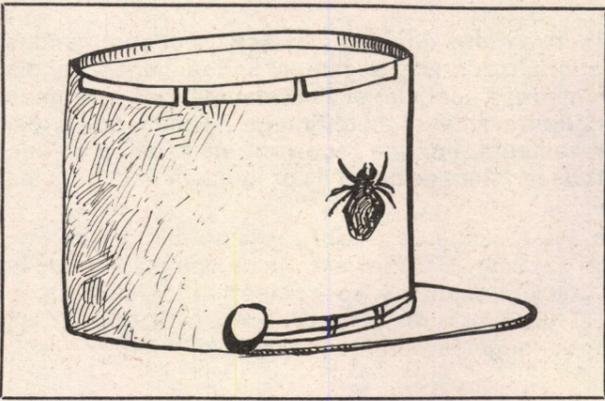
à Paris

Vendredi 23 octobre à 20 h 30 Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor Paris 5^e

Métro : Maubert-Mutualité

Histoire de pou...laga !



Se trouvant dans un commissariat de police pour y régler une affaire de routine, un homme avait dit à son fils qui s'était coiffé d'un képi de policier : « Pose ça, tu vas attraper des poux »...

Comme on est susceptible dans les commissariats, plainte avait été déposée pour outrage à agent de la force publique.

Le juge n'a pas eu à se prononcer, puisque l'amnistie est venu effacer l'outrage.

Il ne cherchera pas la petite bête.

• Ils roulent pour eux

Les revendications de ceux qui ont des petites fortunes à perdre sur le tapis vert ont été entendues. On pourra jouer désormais à la roulette à moins de 20 kilomètres de Paris, grâce à un arrêté du nouveau gouvernement pris le 10 juillet dernier, qui autorise le Casino d'Enghien à remettre en service ses 8 roulettes.

Il y avait le Tout-Paris, à cette mémorable première soirée d'Enghien. Le Parisien Libéré nous apprend que Charles Aznavour initiait Mireille Mathieu à la roulette, que Roger Hanin y présentait sa fille à Depardieu et que Stéphane Collaro et Jacques Martin ne perdaient pas leur temps autour d'un buffet très achalandé.

Egarée dans tout ce beau monde, une retraitée de la confection de 75 ans était venue de Jaurès par le train, et a commencé par perdre toute sa fortune : 1 000 F. C'est un homme blond en smoking, les poches et les mains bourrées de plaques de jeu, qui lui a permis de se refaire le reste de la nuit, en lui prêtant une plaque de 100 F. Il s'agissait du baron Empain.

Allez dire après que les patrons ne comprennent pas ce que veut dire la solidarité nationale !

La paix sociale règne au moins dans les casinos. Il y a quand même quelques lieux privilégiés où l'état de grâce joue les prolongations...

• Les grands Ancêtres

Pierre Mauroy s'est rendu sur la tombe de Paul Ramadier, un de ses prédécesseurs en tant que Premier ministre socialiste. Il y a même fait un discours.

Pas très rassurant pour les travailleurs, sinon le discours, du moins la cérémonie choisie pour le prononcer.

Ramadier, à l'époque où il sévissait, a mérité le surnom de Ramadiète.

Mais pas très rassurant non plus pour le PC. Paul Ramadier était le président de Conseil qui

• Gare aux correspondances

Si par exemple vous habitez Annecy et travaillez à Paris et si vous êtes un habitué des trains de week-end, ne comptez pas trop sur le TGV pour écourter vos nuits de voyage.

A première vue, il y a plusieurs solutions pour partir vers Annecy le vendredi soir en utilisant le TGV jusqu'à Lyon : un TGV part de Paris à 17 h 15, mais celui-là, quand on travaille, on a peu de chances de l'attraper. Vient ensuite celui de 17 h 50, terminus Lyon-Brotteaux à 20 h 38. Mais le train Lyon-Annecy part, lui, de Lyon-Perrache à 20 h 50. Et douze minutes pour aller d'une gare à l'autre, c'est un exploit sportif irréalisable.

Reste donc le TGV suivant qui, lui, va jusqu'à Lyon-Perrache, mais y arrive à 21 h 10, soit 20 minutes après le départ du train pour Annecy. Le prochain train pour Annecy part le lendemain matin à 7 h 21. Il ne reste plus qu'à passer la nuit à la gare... ou revenir au bon vieux train partant de Paris à 18 h 17, pour arriver à Annecy à minuit dix, et tant pis pour le TGV !

a mis les ministres communistes à la porte de son gouvernement. Les journaux ne disent pas si des ministres communistes ont été conviés à cette émouvante cérémonie.

• Cadences infernales au ministère

La lettre de l'Expansion, ce potin de la commère pour P-DG distingués, nous donne cette information primordiale sur la nouvelle majorité : « C'est pire que chez Renault ici » ! a lâché la semaine dernière Pierre Mauroy qui, comme tous les membres du gouvernement, commence à être fatigué du travail intensif mené depuis mai », lit-on dans ce journal. Pas étonnant, en effet, qu'avec tous ces projets et contre-projets, l'Élysée se soit mis aux cadences infernales. Mais, contrairement à Billancourt, le ministre n'a pas fait grève. Dommage.

• Socialisme doux

« Les profits augmenteront de 42 % l'année prochaine » : voilà la réjouissante prévision que ceux des chefs d'entreprise qui lisent Libération ont pu découvrir dans ce journal. Cette prévision figure, paraît-il, dans un coin obscur d'un long texte austère présenté aux députés par le gouvernement avec le projet du budget de l'Etat pour 1982.

Evidemment, cette prévision vaut ce que valent les prévisions par ce temps de crise, et ce n'est pas pour rien que Libération a mis en haut de sa page en guise de titre : « Boule de cristal ». Mais enfin, les prévisions que le gouvernement fait pour les patrons sont tout de même un peu plus roses que celles qu'il fait pour les ouvriers.

Et Libération de conclure : « Le CNPF devrait en convenir sans mauvaise grâce : il y a des socialismes plus défavorables aux entreprises ».

Il ne faudrait pas l'oublier !



Rocard, on l'avait presque oublié, l'ancien rival de Mitterrand, depuis qu'il est enterré au ministère du Plan. Il faut reconnaître que, faire parler de soi quand on est chargé du Plan dans un gouvernement qui gouverne à vue, ce n'est pas très facile.

• Malheur aux malades

Dans un entrefilet paru fin septembre dans la presse locale, la Caisse primaire de la Sécurité sociale de Saint-Etienne (Loire) annonçait que les heures de sortie pour les arrêts de travail (maladie ou accident) étaient changées : de 10 heures à 12 heures au lieu de 10 h à 13 h et de 16 h à 18 h au lieu de 16 h à 20 h, soit trois heures de moins de sortie ! en plus, un renforcement des contrôles était annoncé.

Nicole Questiaux n'est probablement pas au courant !

C'était le roi



Ça y est, Giscard d'Estaing vient de trouver les responsables de la veste qu'il a prise aux dernières élections. C'est le journal La lettre de l'Expansion qui nous le révèle.

Giscard, qui s'est longuement expliqué sur son échec, a eu ce cri du cœur : « J'avais finalement trop de crétins autour de moi »... On veut bien le croire. Mais comment qualifier leur chef ?

• Les petites amnisties et les petits profits

Vous connaissez la loi d'amnistie ? On a beaucoup mis l'accent sur le fait qu'elle a annulé les sanctions disciplinaires, avertissements ou blâmes, que les travailleurs avaient eus dans les entreprises.

Mais on a moins insisté sur le fait que cette loi intéresse aussi, et de près, les patrons... pour eux-mêmes.

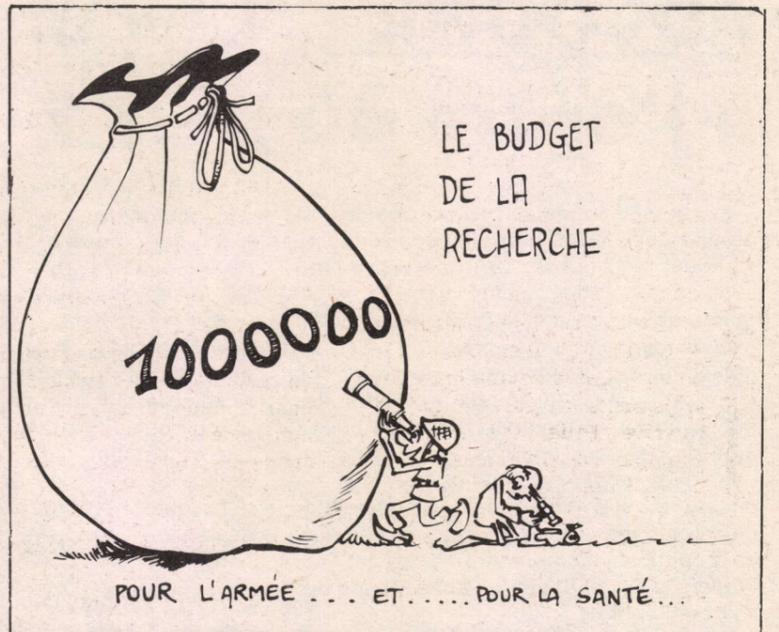
La direction de la Sécurité sociale vient de préciser à ses services que la loi d'amnistie concerne aussi les patrons qui n'ont pas respecté la législation sur la Sécurité sociale.

Si un patron n'a pas immatriculé un ouvrier, il est

amnistié. Si un patron ne déclarait pas les accidents du travail et les maladies professionnelles, c'est oublié. Pareil pour celui qui refusait de délivrer les feuilles d'accident du travail aux salariés. Quant aux patrons qui retenaient sur la paie des ouvriers les cotisations « accident du travail », au lieu de les payer de leur poche, on n'en parlera plus. Tout ce que les patrons ont fait avant le 22 mai 1981 est amnistié et il n'est plus question de leur faire payer la moindre amende.

C'est quand même curieux que personne n'ait tellement crié cela sur les toits !

Recherche : il y en a qui ont trouvé ?



Le budget de la Recherche atteindra 50 milliards de francs en 1982. La recherche, c'est utile. Mais évidemment, tout dépend de ce qu'on cherche. Or il se trouve que, sur ces 50 milliards, 17, soit plus du tiers, sont consacrés à la recherche militaire. Et pour le reste, c'est le nucléaire qui arrive en tête.

Par contre (ce n'est pas écrit dans le budget, mais il faut le rappeler) on continuera de ramasser les vieilles bouteilles et les verres perdus pour réunir trois sous au profit de la recherche sur le cancer. Il est vrai que, si l'on nous annonçait que désormais ce sont les militaires qui vont faire la quête sur le trottoir pour s'acheter leurs bombes, on ne le croirait pas !

Une manifestation pacifiste qui fait... l'effet d'une bombe

Le samedi 10 octobre, a eu lieu à Bonn une manifestation que toute la presse a présentée comme la plus importante qu'ait connue l'Allemagne de l'Ouest depuis la fin de la dernière guerre.

Plus de 300 000 manifestants, parmi lesquels essentiellement des jeunes, ont afflué dans la capitale de la RFA pour venir crier leur ras-le-bol des bombes et fusées en tous genres, des armements nucléaires sophistiqués que les USA se proposent d'accumuler sur le territoire de leur pays. Plus généralement, d'ailleurs, ils clamaient leur haine de la guerre, d'une troisième qui pourrait être pire que les deux premières.

« Nous voulons vivre », lisait-on sur les banderoles, ou bien : « L'Allemagne ne doit pas devenir le champ de tir des super-puissances », ou encore, sur le mode ironique évidemment : « Mères, la guerre est une bonne affaire ; investissez-y vos enfants ! ».

Cette manifestation importante vient s'ajouter à la série d'autres manifestations de moindre ampleur qui ont eu lieu en République fédérale depuis le début de septembre. De toute évidence, un sentiment et un mouvement pacifistes existent au sein d'une partie de la jeunesse allemande.

Le 13 septembre déjà, 30 000 à 40 000 Berlinois avaient accueilli le général américain Haig, en visite à Berlin-Ouest, aux cris de « Non au réarmement », « Non à la bombe à neutrons » et, slogan repris le 10 octobre qui scandalise tous les bourgeois libéraux de part et d'autre du Rhin : « Mieux vaut être rouge que mort ! ».

Eh oui ! une partie de la jeunesse allemande n'a pas envie, après Hiroshima, de crever d'un nouvel « Euroshima », comme elle dit. Et c'est cela qu'on nous prépare !

La manifestation du 10 octobre, dont des chrétiens de diverses chapelles avaient pris l'initiative et à laquelle appelaient quelque... 800 organisations, regroupait donc des gens de quasiment tous les horizons politiques : des pacifistes chrétiens, des écologistes, des militants et sympathisants de toutes les tendances de la gauche et de l'extrême-gauche.

Cette diversité est le signe de la force du mouvement : la peur devant la course folle aux armements les plus dangereux touche tous les milieux sociaux ou politiques. Mais cette diversité en marque aussi les limites. Si des personnalités social-démocrates bien installées, voire des personnalités de droite, peuvent aujourd'hui réclamer que les USA n'apportent pas en RFA leurs bombes à neutrons ou autres fusées Pershing, c'est qu'une autre politique en la matière pourrait exister, sans qu'elle remette en cause les intérêts fondamentaux de l'impérialisme en Europe. De Gaulle, en son temps, avait bien chassé de France les troupes de l'OTAN qui y étaient stationnées, sans que la France impérialiste

cesse pour autant d'être l'alliée des USA.

Et ce 10 octobre, à Bonn, la présence en tête du cortège de représentants de la coalition gouvernementale SPD-FDP (sociaux-démocrates et libéraux) n'était nullement exempte de calculs politiques. Contrairement à ce qu'à pu dire une presse française qui se fait probablement plus bête qu'elle n'est, les 51 députés du SPD qui ont participé à la manifestation de Bonn n'y étaient pas envoyés par... Brejnev ou le KGB !

Mais c'est la crise aussi en Allemagne. La social-démocratie s'use au pouvoir. Et certains dirigeants du SPD, dont Erhardt Eppler, ont probablement vu dans la participation au mouvement contre les préparatifs de guerre un moyen de regagner à leur parti un certain crédit. Le bruit court même de la création éventuelle d'un nouveau parti sur la gauche du SPD, s'appuyant sur les écologistes, les pacifistes, les anti-nucléaires, en fait sur tous ceux que la politique actuelle du SPD mécontente.

Quelle confiance la jeunesse allemande fait-elle à ces dirigeants bourgeois sociaux-démocrates qui sont venus manifester avec elle ? Nous ne le savons pas.

Mais, au-delà de ces calculs de politiciens pour tenter d'utiliser à leurs propres fins un mouvement qui existe apparemment sans eux, c'est le refus d'une partie de la jeunesse de rester passive devant la course aux armements des super-puissances qui s'est exprimé à Bonn. C'est le refus de servir une nouvelle fois de chair à canon pour des intérêts qui ne sont pas les leurs que les jeunes ont voulu dire. Et ils ont raison. Et ils ne sont pas les seuls à avoir envie de crier leur mépris et leur colère devant des dirigeants, de droite comme de gauche, qui font des discours, toujours des discours, et rien que des discours sur le désarmement... des autres.



Des soldats ouest-allemands se sont joints à la manifestation avec cette banderole : « Soldats de l'OTAN (NATO) contre les missiles nucléaires ».

Tous pour le casse-pipe

Les manifestants de Bonn n'ont pas eu bonne presse en France. Et c'est le moins qu'on puisse dire.

« L'Allemagne en danger de paix » titrait le Quotidien de Paris qui écrivait, sous la plume de Philippe Tesson : « La spectaculaire manifestation pacifiste de Bonn, samedi, est pour nous autres Français un signe aussi capital que le furent, avant la dernière guerre, les premiers témoignages du bellicisme hitlérien. Certes, hier on voulait la guerre, alors qu'aujourd'hui on veut la paix, ce qui est exactement le contraire mais aboutit souvent au même résultat objectif ».

Le Figaro, lui, avait « du mal à déterminer qui tire les ficelles de cette masse aussi crédule que la Croisade des enfants », remarquant pourtant que « les communistes ont eu l'habileté tactique de se dissimuler derrière l'appel des organisateurs chrétiens ».

En fait, pour la plupart des journaux, c'est la main de Moscou qui était derrière tout ça. Et les « révélations » d'un transfuge du KGB, expliquant que « c'est l'URSS qui finance une part importante de presque tous les Comités de la Paix et autres organisations semblables », ont trouvé un large écho

dans la presse et à la télévision.

Même Libération expliquait que « chaque fois qu'un slogan tel que « Plutôt rouge que mort » est crié, c'est une balle de plus dans la cartouche des tankistes russes de Kaboul. Et aussi une sacrée pierre dans le jardin des syndicalistes de Gdansk », parlant « du manque d'information qui mène à des prises de position souvent utopiques et éloignées des réalités politiques ».

Il faut croire que du Figaro à Libération, tout le monde est d'accord pour nous envoyer au casse-pipe. Au nom des « réalités politiques », bien entendu !

Le PCF pour le désarmement... des autres

Le PCF a répondu à l'appel du Mouvement de la Paix : il participera, avec les Jeunes Communistes, au rassemblement national pour le désarmement qui doit avoir lieu le 25 octobre à Paris. Il faut dire que, le Mouvement de la Paix étant une organisation animée par le PCF, le fait que le PCF réponde à un appel du... PCF n'a en soi rien de vraiment étonnant.

Le PCF mène donc campagne contre « l'augmentation

massive du budget militaire », contre « la fabrication de la bombe à neutrons », contre « l'armement nucléaire »... aux Etats-Unis. Car c'est bien de Reagan qu'il s'agit, c'est lui qu'il faut empêcher de « jouer avec notre vie » comme l'écrit L'Humanité. Quant à l'armée française, celle des Massu et des Bigeard, avec son budget massif — et de plus en plus —, son armement nucléaire, son projet de bom-

bes à neutrons, etc., c'est sans doute la paix qu'elle prépare, avec la bénédiction du PCF ?

En fait, il y a le côté cour : ce sont les discours sur le désarmement... des autres. et il y a le côté caserne : c'est le soutien sans faille du PCF à l'armée française, à ses armes et à ses bombes. Rien à voir, ni avec la paix (sinon celle des cimetières), ni avec le désarmement.

La colère des usagers

Des usagers mécontents des trains en retard ou supprimés, ou des conditions de transport, avaient depuis plus d'une dizaine de jours commencé à protester auprès de la direction de la SNCF à la Gare du Nord. Des milliers de signatures et de réclamations sur des pétitions témoignaient de l'exaspération générale.

Une délégation de soixante personnes s'est rendue le mercredi 7 octobre auprès du directeur de la SNCF, en vain !

Les retards sont continuels, l'entassement des voyageurs aussi. Aussi, le Comité d'Usagers de la Gare du Nord avait décidé d'appeler à un rassemblement, le mercredi 14 octobre, devant le quai de la ligne Persan-Beaumont, ligne où il y avait eu des suppressions de trains à l'occasion du passage de l'horaire d'été à l'horaire d'hiver, ce qui est un comble. Ce jour-là, c'est plusieurs centaines de personnes qui se sont ras-

semblées, et certaines d'entre elles se sont succédé au micro pour protester contre ce qui se passait sur leur ligne, en attendant que le directeur de la SNCF vienne s'expliquer devant eux, s'il en avait le courage. Le directeur était désolé, mais il était en réunion à la direction générale... précisément ce mercredi. Un de ses seconds a donc reçu quelques personnes venues lui demander de les accompagner au rassemblement et de donner les réponses aux problèmes posés par les usagers.

Mais, au bout de quelques minutes, cette délégation revint sans le responsable de la SNCF. Du coup, des voyageurs exaspérés en ont eu assez, ils se sont mis devant les trains. Ils voulaient montrer à la direction qu'elle avait tort de prendre les choses à la légère. Ce coup de colère n'a pas dû faire énormément plaisir à la SNCF. Un commissaire

de police et le chef de gare avec plusieurs dizaines de policiers venus à la rescousse ont tenté de convaincre les usagers de se disperser et de laisser les trains partir. Il leur fallut une bonne demi-heure pour y arriver.

Mais la direction de la SNCF a pris conscience que la colère des usagers ne pouvait aller qu'en augmentant. Et jeudi matin 15 octobre, sur les panneaux officiels, des affiches SNCF annonçaient les mesures suivantes : « 1. - Prolongation avec desserte Montsoult-Presles-Nointel, train 17 h 23 Paris-Sarcelles dès lundi 19 octobre. 2. - Rétablissement probable des trains de 17 h 51, 18 h 21, 18 h 51 Paris-Persan en janvier 1982. 3. - Rétablissement des directs Paris-Ermont vers Valmondois en janvier 1982 ». En outre, la SNCF informait que « les travaux sur le secteur Saint-Denis-Epinay seront terminés fin octobre » et



Une vue de la manifestation.

(Photo LO)

que « le service sera amélioré ».

Bien sûr, tout cela n'est pas vraiment nouveau, sauf que ce qui ne pouvait jusque-là qu'être éventuellement étudié devenait des promesses fermes. C'est du moins comme cela que l'ont pris les usagers qui ont vu à juste titre dans cette affiche le résultat

de leur manifestation.

Alors, cela ne règle encore rien, d'autant qu'il y a des problèmes sur d'autres lignes de banlieue de la Gare du Nord. Mais les usagers se disent qu'ils sont sur la bonne voie et qu'on n'est entendu que lorsqu'on est fort et décidé.

Correspondant LO

Dans les Ardennes, la nouvelle politique énergétique passe mal...

La population de Chooz, depuis 1978, date de la décision d'implanter dans la localité une deuxième centrale nucléaire, a toujours manifesté très fortement son hostilité à ce projet.

Durant les deux années écoulées, chaque tentative d'EDF pour engager les enquêtes d'utilité publique, aussi bien que pour faire apporter des matériaux ou faire installer des lignes téléphoniques supplémentaires, s'est heurtée à des manifestations violentes de la population locale.

Et c'est dans une mairie gardée par plus de gendarmes mobiles qu'il n'y a d'habitants dans la commune que s'est déroulée l'enquête d'utilité publique.

Le député de la circonscription qui avait été élu en 1978, membre du PC, avait vu l'hostilité de la population grandir, à mesure qu'il s'affirmait partisan de la construction de centrales nucléaires, tandis qu'en revanche le PS voyait sa cote monter dans la mesure où, localement, il s'affirmait anti-nucléaire.

Le PS ardennais était même membre à part entière du Comité contre l'implantation de la deuxième centrale à Chooz.

Ces choix étaient pour quelque chose dans le fait que la population ardennaise ait remplacé, dans deux circonscriptions, les députés

PC par des députés socialistes.

On a même vu la majorité des membres du Comité contre l'implantation de la deuxième centrale de Chooz adhérer au PS dès l'élection de Mitterrand à la présidence de la République.

Maintenant, quelques mois ont passé et... les deux députés PS, élus avec les voix des anti-nucléaires, se prononcent... pour le nucléaire.

L'un l'a fait ouvertement, la quinzaine dernière, lors d'une réception par la Chambre de commerce de Charleville. L'autre s'est contenté, sur FR3, de parler de l'intérêt général, en matière d'énergie, qui prime l'intérêt particulier d'une localité.

Inutile de dire que les remous sont profonds dans la population, qui tombe de bien haut, et dans le Parti Socialiste aussi.

Ainsi, à une réunion du PS du canton de Givet — où se trouve Chooz —, la majorité s'est prononcée de nouveau contre la centrale et a décidé de sommer les deux députés de venir s'expliquer à Chooz. Les responsables des sections de Givet et de Vireux ont même annoncé leur décision de démissionner du parti si la construction est confirmée.

Il y a des illusions qui tombent et, dans la région, cela fait mal.

Dis-moi qui tu fréquentes

Dans le vaste « mouvement diplomatique » qui vient d'être décidé, on a remarqué la nomination de l'actuel P-DG de Renault, Bernard Vernier-Palliez, au poste, important s'il en est dans la branche, d'ambassadeur de France aux USA.

Par la CGT et le PCF, Vernier-Palliez était présenté comme l'homme de l'ancien régime, incapable de mettre sa montre à l'heure et sabotant les initiatives du nouveau gouvernement.

Il est certain que le choix est judicieux. Vernier-Palliez plaira certainement plus à l'administration Reagan qu'aux ouvriers de Renault. « The right man in the right place », comme on dit... ce qu'on pourrait traduire, de façon un peu fantaisiste, par : « l'homme de droite à une place de droite » !

Mais quand même : Dreyfus, directeur de Renault du temps de De Gaulle et de Pompidou, devenu ministre de Mitterrand ! Vernier-Palliez, directeur de Renault du temps de Giscard, devenu ambassadeur du même Mitterrand...

Ce nouveau gouvernement est décidément de moins en moins nouveau !

NOUVELLE-CALÉDONIE Toujours le colonialisme !

De nouveaux incidents viennent d'avoir lieu en Nouvelle-Calédonie, entre les Mélanésiens et la gendarmerie mobile.

Une quinzaine de Mélanésiens tentaient de pénétrer par la force dans un hôtel de Poindimié. Les gendarmes sont intervenus à la grenade lacrymogène.

La presse nous dit que les causes de cette agression ne seraient pas élucidées. Peut-être. Mais depuis la mort du leader indépendantiste Pierre Declercq, assassiné le 19 septembre dernier, la situation entre la communauté canaque et les Blancs s'est tendue.

Pour remédier à la persistance d'aspects colonialistes en Nouvelle-Calédonie, dont le secrétaire d'Etat socialiste aux DOM-TOM, Emmanuelli, s'était dit choqué, celui-ci a envoyé deux escadrons de gendarmes mobiles supplémentaires. Et depuis, à chaque heurt entre les deux communautés, les gendarmes sont là, mais toujours dans le même camp : contre la population pauvre canaque.

Ils sont là pour défendre, non pas l'équilibre entre les deux communautés, mais bel et bien l'ordre colonial. Qu'en pense Emmanuelli ?

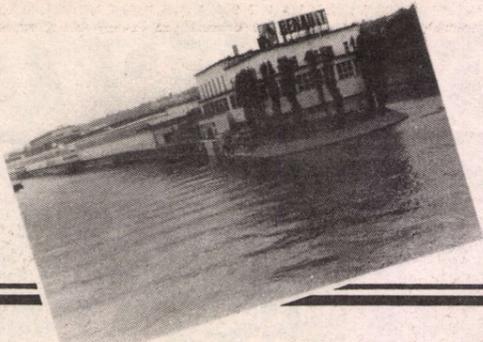
Réunion
publique
Lutte
Ouvrière
à
Rennes

Vendredi 23 octobre
20 h 30
Maison de Quartier
de Villejean
« 5 mois de gouvernement
de gauche : Quel bilan
pour les travailleurs ? »

FÊTES DE
LUTTE
OUVRIÈRE

Lille
— le samedi 21 novembre
à partir de 19 heures.
— le dimanche 22 novembre,
de 12 heures à 21 heures,
au PALAIS RAMEAU.

Angers
Salle de la Maison
des Arts
Bellefontaine
Entrée rue Louis-Gain
Samedi 31 octobre
de 18 h à 23 h



RENAULT-BILLANCOURT

La lutte des O.S. de l'île Seguin

Voilà maintenant deux semaines que dure la grève des travailleurs de la Mécanique dans l'île Seguin. Depuis ce temps, pas une R4 n'est sortie des chaînes.

700 travailleurs environ sont concernés par ce conflit et, bien que les revendications déposées par la Mécanique soient les mêmes qu'en chaînes de Sellerie, de Ferrage, de Mastic ou autre, les travailleurs de la Mécanique restent les seuls en grève, les travailleurs des autres chaînes s'étant contentés d'attendre que la direction finisse par les mettre au chômage technique.

L'ATTITUDE DES SYNDICATS FACE AU LOCK-OUT

Celui-ci est survenu vendredi dernier 9 octobre, en fin de journée, alors qu'en fait il avait été prévu et annoncé 2 jours plus tôt par la direction. Les affiches ont été posées vers 18 h et invitaient l'équipe du soir à rester à la maison le lundi matin. Les syndicats, au contraire, invitaient les ouvriers à revenir lundi matin à l'usine.

Mis devant le fait accompli, les syndicats, au lieu de réunir les travailleurs sur l'esplanade afin de renouveler leur appel à résister au lock-out, ainsi qu'ils l'avaient fait deux jours plus tôt, se sont contentés de laisser agir les militants locaux et d'envoyer des délégués à la cantine faire passer au porte-voix la consigne de revenir lundi. Mais ces consignes ne pouvaient toucher que l'équipe du soir, celle du matin était depuis 14 h rentrée chez elle.

Et puis ce fut le week-end. La presse, la télé ont largement donné la parole aux dirigeants syndicaux. Là encore, même mollesse face au lock-out : au lieu de profiter des ondes pour lancer l'appel à se rendre lundi à l'usine, les dirigeants syndicaux insistaient sur leur volonté de négocier. Ils étaient prêts, disaient-ils, jour et nuit, s'il le fallait, ce week-end, à rencontrer la direction ! Visiblement, devant la caméra, ils se montraient plus soucieux de répondre à la droite qui les accusait bien fausement de « lâcher leurs troupes » contre le gouvernement socialiste, que de donner des consignes claires aux lock-outés. Même *L'Humanité* du lundi 14 ne rapportait aucune consigne.

Et effectivement, lundi matin, ça a été un peu la pagaille dans l'île Seguin. De nombreux lock-outés étaient venus. Ils se sont retrouvés les premières heures sans consignes, sans appel de rassemblement.

A l'initiative de militants locaux, certains sont allés trouver les grévistes de la Mécanique ; d'autres se sont rassemblés pour faire le point ; il y a eu des réunions d'atelier. Le premier meeting central a eu lieu au changement d'équipe, vers 14 h, quand les travailleurs de l'équipe du soir, qui n'avaient eu vent du lock-out que par la presse et la télé, sont arrivés aux nouvelles. Là, les syndicats les ont invités à aller manifester, à aller demander à la direction générale des comptes sur l'indemnisation de ces journées de chômage forcé. Mais rien de précis pour le lendemain. Les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC annonçaient 2 heures de

débrayage pour toute l'usine... pour le jeudi ! C'est-à-dire loin dans la semaine. Cette journée allait devenir par la suite une « puissante journée revendicative sur l'ensemble du groupe », pouvant aller « jusqu'au débrayage là où les conditions le permettraient »...

Mais pour Billancourt, au jour le jour, il n'y avait rien de concret d'organisé. Et au fil des jours, les chaînes de l'île devenaient de plus en plus vides, les lock-outés étaient de moins en moins nombreux à se présenter aux portes de l'entreprise, ceux qui venaient ne restaient pas.

Dans l'île, outre les travailleurs non touchés par le lock-out (les bureaux, les professionnels, l'entretien, etc.) il y avait essentiellement les grévistes, ceux des Presses et ceux de la Mécanique.

LA DIRECTION DE LA RÉGIE FAIT DE MAIGRES PROPOSITIONS

Alors que le vendredi, juste avant l'annonce du lock-out, lors d'une réunion centrale avec les syndicats, la Régie avait laissé entendre que, dans le but de débloquer la situation, elle proposerait des solutions d'attente répondant aux espoirs des grévistes, en réalité elle donnait mandat au chef du Département 74 (celui des grévistes) de proposer une simple prime d'attente de 50 F !

Cette prime était baptisée d'attente, car elle était soi-disant destinée à apaiser les grévistes en attendant que s'ouvrent les discussions avec les syndicats sur l'ensemble des revendications posées sur toute la Régie. Négociations prévues pour décembre, mais qui pourraient être avancées.

Inutile de dire que ces 50 F, en regard du coefficient 180 que réclament les grévistes (qui représente 170 F à 300 F d'augmentation, selon les coefficients de départ), ça ne fait pas le poids.

La Régie comptait-elle sur les syndicats pour présenter la chose sous un jour favorable et pousser à la reprise afin de permettre les négociations générales ? Sans doute. Mais les propositions étaient vraiment trop maigres.

DIRECTION ET CGT AIMERAIENT TROUVER UN « COMPROMIS ACCEPTABLE » MAIS, POUR LE MOMENT, LES GRÉVISTES N'EN ACCEPTENT AUCUN

Mardi, les syndicats organisaient une assemblée générale



(Photo LO)

des grévistes de la Mécanique, et le dirigeant CGT Certano en personne expliquait qu'il faudrait bien s'orienter vers un compromis acceptable et essayait de faire se prononcer les grévistes sur un « seuil » au-dessous duquel on ne pouvait pas traiter.

Les grévistes ont écouté, mais ils n'ont rien voulu entendre. Pour eux, le seuil, c'est le 180 !

Certano a su trouver les mots qu'il fallait pour se faire applaudir quand même, en parlant aux travailleurs de la justesse de leur lutte, mais ses efforts pour tenter de trouver un compromis sont jusqu'ici restés vains. Jusqu'ici, car aucune nouvelle proposition de la direction n'est en vue, aucune négociation prévue, et les grévistes en seront vendredi à la 2^e semaine de grève totale, accompagnée du lock-out des autres travailleurs.

LES RESPONSABLES DE LA CGT EMBARRASSÉS

Tout se passe comme si la CGT, qui ne s'est pas opposée

au mouvement au début (Presses, Mécanique, 14, etc.) et dont les militants locaux sont depuis le départ dans le coup, se trouvait maintenant dans une situation qu'elle n'a pas choisie et qu'elle ne sait trop comment dénouer. Pas question — cela s'est vu dans le début de la grève à la Mécanique ou aux Presses — de pousser à l'extension du mouvement en faisant débrayer les autres secteurs d'OS concernés par la revendication du 180 (presque toute l'île), pas question d'organiser une riposte dure et générale au lock-out.

Ces grèves, elle ne les a pas décidées ; elle les a « chevauchées », pour essayer au niveau central d'obtenir l'avance des négociations qu'elle réclamait depuis juin et pour rester dans la ligne « contestatrice » qu'elle a adoptée depuis les élections. Mais elle ne veut pas pour autant d'une grève générale chez Renault. Elle se montre responsable vis-à-vis du gouvernement et se défend tous les jours, dans toutes ses interventions, de vouloir le mettre dans l'embarras.

Si la direction voulait lâcher

quelque chose de substantiel pour les grévistes de la Mécanique, on verrait alors certainement la CGT s'employer à faire accepter ces propositions aux grévistes.

Mais la direction pour l'instant reste silencieuse. Et les grévistes sont toujours aussi déterminés. Alors, les jours passent sans apporter de changement.

Jeudi, la journée d'action organisée par les syndicats de la Régie risque de n'apporter aucun changement à la situation à Billancourt. Elle sera peut-être l'occasion d'une démonstration de solidarité à l'échelle du groupe, à Cléon, à Sandouville ou à Flins mais, à Billancourt, elle constitue une réponse trop tardive et surtout trop symbolique au lock-out pour pouvoir entraîner la masse des travailleurs.

Les OS de la Mécanique et des Presses ont engagé pour le 180 un combat qui bouscule les calculs de la direction et les audaces verbales des syndicats. C'est de leur détermination que dépend aujourd'hui l'issue de la lutte.

Correspondant LO

Les travailleurs du Département 14 ont gagné sur la question des salaires

Au Département 14 de Renault-Billancourt, après 4 jours de grève, les travailleurs de la chaîne obtenaient satisfaction sur l'une des 2 revendications qu'ils réclamaient : le maintien de la prime d'équipe (200 F) lors du passage en équipe normale. Ils ont pourtant continué la lutte car sur le 2^e point, la question des horaires de travail, il n'y avait aucun recul de la direction. L'horaire proposé étant tel que le passage de l'équipe en normale se traduisait toujours par une augmentation de 25 minutes du temps de travail par jour. Le lundi 12 octobre, la CGT faisait

une proposition en recul par rapport à la revendication initiale : l'horaire de la direction, 41 h 20 travaillées mais avec des temps de pause en plus. Elle était acceptée par les ouvriers. Quant à la direction, elle se faisait tirer l'oreille pour donner une réponse. Et les 120 grévistes décidaient mardi matin d'occuper la chaîne de montage du 14, au grand dam de la maîtrise. Un quart d'heure après, les discussions s'ouvraient. Le moral des grévistes était regonflé au maximum, et les sons retentissaient de chants en toutes les langues. Finalement, mardi

après-midi la reprise était votée sur les bases suivantes : maintien de la prime d'équipe, horaire de 41 h 20 de travail par semaine, aménagé, et paiement de l'ordre de 20 % des heures de grève.

Dans la journée, un vote sur les horaires était organisé par la direction. 92 % des travailleurs du 14 concernés par le passage en normale se sont prononcés pour les horaires acceptés par les grévistes. Et cela est un signe de la solidarité qui a existé entre ceux qui ont fait la grève... et les autres.

Correspondant LO

Nationalisations

Pour l'Etat, une autre façon

Le débat sur les nationalisations, qui s'est ouvert le 13 octobre à l'Assemblée, ressemble peut-être, comme le dit avec humour Libération, à un soufflé qui « comme tous les soufflés, même préparés par le plus fin cuisinier, finit par se dégonfler s'il attend trop longtemps en se refroidissant ». mais il a quand même touché un haut niveau puisque, dans un discours fleuve, Jean Foyer, député RPR du Maine-et-Loire, a déclaré que « la nationalisation est contraire à la Déclaration des droits de l'homme de 1789 », car elle violerait entre autres, tenez-vous bien, « le principe de l'égalité devant la loi et le principe de la non-discrimination », ainsi que le principe, beaucoup plus clair celui-là, qui, toujours d'après la déclaration des Droits de l'homme, précisait que « toute indemnisation devait être préalable ».

Nous y voilà donc. Derrière les envolées lyriques symétriques de la droite contre les nationalisations ou de la gauche pour les défendre, les vrais problèmes sont des problèmes de gros sous.

Les Echos, ce journal qui veille au grain et aux intérêts

bien compris des patrons, explicite un peu, bien qu'en termes compliqués, ce qu'il y a de concret derrière les grands mots de Mauroy, qui voit les nationalisations comme un « outil nouveau au service d'un grand profit économique ». On y apprend que les petits industriels y trouveront un avantage car ils recevront une plus grosse part des aides et subventions de l'Etat, puisque les capitalistes des grands groupes nationalisés, eux, n'en auront plus besoin. Cela veut-il dire qu'ils vont ainsi cesser de puiser dans les caisses de l'Etat ? Bien sûr que non. S'ils n'auront plus, dans l'avenir, de subventions ni d'aides à quémander comme par le passé, c'est que, selon Mauroy, une fois nationalisés, « l'Etat actionnaire remplira désormais son rôle et dotera les firmes nationales de fonds à la mesure de l'ambition qu'il leur assigne ».

En clair, ce n'est pas demain que les contribuables cesseront de remplir les caisses des capitalistes, publics ou privés. Et les quelques exemples de nationalisations que nous évoquons ci-dessous, en France ou à l'étranger, récentes ou passées, le montrent.

Dassault : Les nationalisations se suivent...

les profits se ressemblent et se rassemblent

La première Société de construction aéronautique de Marcel Dassault, fondée en 1930, fut nationalisée en vertu de la loi du 11 août 1936 sur « la nationalisation de la fabrication des matériels de guerre » par le gouvernement Blum. Une quarantaine d'usines de construction aéronautique furent alors, contre indemnités, regroupées en quatre sociétés nationales : du Nord, de l'Ouest, du Sud-Ouest, du Sud-Est. Et ce sont les dirigeants des anciennes sociétés qui furent placés à la tête de ces nouvelles sociétés nationalisées. Parmi eux, Marcel Bloch — le futur Marcel Dassault — dirigeait ainsi la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Ouest.

La nationalisation laissait en outre aux constructeurs la possibilité de continuer à exploiter des bureaux d'études privés, auxquels les sociétés nationalisées pouvaient acheter des projets.

C'est ainsi que, tout en dirigeant la Société nationale, Marcel Dassault put reconstituer, à partir d'un tel bureau d'études, de nouvelles sociétés (il avait touché 17 millions d'indemnités), fonctionnant comme des entreprises sous-traitantes des entreprises nationalisées.

Un peu plus de quarante ans plus tard, la Société Dassault (devenue Dassault-Bréguet, après la fusion, en 1971, avec un autre nationalisé de 1936 !) est devenue l'une des usines de construction d'avions de combat les plus importantes du monde et « le premier avionneur privé d'Europe ».

On comprend qu'une nouvelle nationalisation n'ait rien qui puisse effrayer Dassault !

Cette fois, d'ailleurs, Dassault a précisé qu'il ne se considérait pas comme nationalisé, puisqu'il conservait 49 % des actions de sa société.

Le protocole d'accord signé, le 8 octobre, par Mauroy et Dassault prévoit en effet que l'Etat, qui possède déjà 20 % des actions de la Société aéronautique Dassault-Bréguet, en recevra 26 % des mains de Dassault lui-même et devra acheter

dans le public des petits actionnaires les 5 % nécessaires pour arriver aux 51 %.

Par ailleurs Marcel Dassault reste conseiller technique de la nouvelle société nationale, tandis que son P-DG, Benno Claude Vallières, reste à son poste.

En outre, la nouvelle société nationalisée devra continuer à payer à la Société centrale d'études Marcel Dassault (SCEMD) — dont Marcel et Serge Dassault sont les seuls administrateurs, et qu'il n'est pas question de nationaliser — les dividendes des 49 % d'actions restants, mais aussi les loyers et les redevances liées aux brevets et licences. En effet cette SCEMD, à côté d'un certain nombre d'entreprises (L'électronique Marcel Dassault, Les Trois Quartiers, etc.) possède aussi les terrains et les usines de la Société Dassault-Bréguet, ainsi que les licences de fabrication des avions qui y sont montés. D'après Le Monde, ces redevances — dont le montant aurait été fixé dans le cadre des négociations entre Dassault et le gouvernement Mauroy — auraient été fixées à 3 % du prix de chaque appareil.

Sur la base de l'activité d'aujourd'hui, Dassault devrait ainsi continuer à empocher, au titre de ses 49 % d'actions, dans les 170 millions de francs par an et, au titre de ses licences, loyers, etc., la bagatelle supplémentaire de plusieurs centaines de millions de francs annuels.

En outre, sans doute pour profiter pleinement de cette nouvelle nationalisation, Dassault père et fils viennent de créer, en juillet dernier, une nouvelle société, Dassault-Système, s'occupant d'électronique, d'informatique et des systèmes d'armes, c'est-à-dire de ce qui fait l'essentiel de la valeur d'un avion ; une nouvelle société qui trouvera un marché sur mesure dans la nouvelle société contrôlée par l'Etat. Pour cela elle n'aura, ou peu s'en faut, que la rue à traverser : la société Dassault-Système s'installe en effet à deux pas de l'usine Dassault-Bréguet prototypes de Saint-Cloud : à Suresnes.



Très cher Dassault

(Ph. AFP et Ph. LO)

DE DROITE A GAUCHE ET DE LA SUÈDE A L'ITALIE :

Je nationalise, tu nationalises, ils profitent

Une certaine droite crie aujourd'hui au scandale, mais la politique des nationalisations est loin d'être un monopole des partis de gauche.

Si l'on regarde les principaux pays occidentaux, du point de vue des nationalisations, comme l'a fait, dans son numéro du 6 octobre le journal *Le Monde*, c'est en Autriche que le secteur nationalisé est le plus important ; il représente en effet plus d'un cinquième du chiffre d'affaires et plus d'un sixième de la main-d'œuvre de l'industrie. Sur les dix premières entreprises du pays, six sont nationalisées. Mais ces nationalisations, qui datent de 1946 et 1947, ont été décidées à un moment où la droite était majoritaire au Parlement.

La Suède est par contre l'un des pays occidentaux où le secteur nationalisé est le plus faible : le public y représente au total « de 7 à 8 % de l'activité nationale » et, commente *Le Monde*, « Les « bourgeois » qui gouvernent la Suède depuis

1976 ont... plus nationalisé en quatre ans que les sociaux-démocrates en quarante-quatre ans ».

En République fédérale d'Allemagne, l'Etat contrôle 8 % de la production industrielle, à quoi il faut ajouter les chemins de fer, la compagnie aérienne Lufthansa, les principaux ports, les PTT et une quarantaine de compagnies d'assurances, etc. Mais ces nationalisations n'ont été le fait ni des sociaux-démocrates, ni des chrétiens-démocrates, qui depuis 1945 alternent au pouvoir : elles sont essentiellement un héritage du III^e Reich.

En Italie, l'intervention de l'Etat n'a pas pris la forme des nationalisations (la seule nationalisation intervenue a été celle de l'énergie électrique, en 1962). Par contre, par l'intermédiaire de trois principaux holdings d'Etat, l'Etat italien a pris d'importantes participations dans de nombreuses entreprises : « La quasi-totalité

de la construction navale, 70 % de la production d'acier, 80 % de celle d'aluminium, 60 % de la chimie et 50 % de l'électronique dépendent des trois holdings » (*Le Monde* du 6 octobre). Et c'est sous le fascisme que cette politique est née.

En Espagne enfin, « l'Etat participe au capital d'un tiers des cinquante plus grandes entreprises opérant en Espagne » ; et cette participation de l'Etat espagnol est de 100 %, ou majoritaire, dans dix de ces entreprises. Cet important secteur public trouve son origine sous le franquisme ; et c'est sous Franco qu'il s'est développé.

De fait, les nationalisations ne sont pas plus une politique de gauche qu'une politique de droite : elles sont une politique bourgeoise, menée, selon les circonstances, tantôt par la droite, tantôt par la gauche, tantôt même par les deux ensemble.



Ambroise Roux, actuel P-DG de la Cie Générale d'Electricité, ancien administrateur d'EDF : le courant a passé. (SIPA-PRESSE)

Des nationalisations pleines d'intérêt... pour les trusts

Dassault n'est pas, du point de vue des profits tirés d'une nationalisation, une exception. Ces profits sont au contraire la règle. Et pour toutes les sociétés qui furent, dans le passé, nationalisées, cela ne fut pas une catastrophe, ni même un coup d'arrêt à leur progression. Tout au contraire, cela fut un élément important de cette progression : grâce aux indemnités versées d'une part, qui permirent de dégager des masses importantes de capitaux de secteurs devenus non rentables ou simplement moins rentables ; mais grâce aussi aux liens que les dirigeants des anciennes entreprises conservèrent avec les nouvelles entreprises nationales, devenues sources de marchés considérables.

C'est ainsi par exemple que l'une des principales « victimes » de la nationalisation des compagnies de chemins de fer, en 1937, fut... le groupe Rothschild !

Il contrôlait en effet trois des six grandes compagnies nationalisées : la Compagnie Paris-Orléans, la Compagnie du Nord et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée (PLM). En fait, avec cette nationalisation, le groupe céda (et récupérait) à l'Etat « un capital dont il ne réussissait plus à tirer de profit élevé, tout en conservant 36 % du capital de la nouvelle société nationalisée, une rente, honorable à l'époque, de 6 % sur ce capital et deux administrateurs au conseil d'administration. Les sommes directement versées lors de la nationalisation ont été recyclées dans des opérations plus rentables dans la périphérie de l'activité des transports, de l'hôtellerie, du tourisme, ou des transports spéciaux, tandis que le groupe, spécialisé dans la production et la transformation de matières pondéreuses (Le Nickel, Mokta, Penarroya) continue de bénéficier des tarifs préférentiels de transports de la part de la société

nationalisée ». (Bertrand Bellon, Le pouvoir financier et l'industrie en France). C'est ainsi que, plus de quarante ans après la nationalisation des compagnies de chemins de fer, on trouve au poste de vice-président du conseil d'administration de la SNCF, Michel de Boissieu, qui est aussi administrateur de la Banque Rothschild, directeur général de la Compagnie du Nord, et vice-président de la Compagnie du PLM. Un autre membre du conseil d'administration, Pagezy, représente lui aussi l'une des anciennes compagnies : P-DG de la Compagnie du Midi, il est aussi P-DG des Assurances du Groupe de Paris, directeur général de Phénix et administrateur de Schneider et de La Paternelle.

La nationalisation, en avril 1946, de la production et de la distribution du gaz et de l'électricité a produit les mêmes résultats. Il y avait, avant la Seconde Guerre mondiale, 2378 entreprises ayant pour activité principale la production d'électricité. La plupart de ces entreprises étaient de petite taille. Mais un certain nombre d'entre elles dépen-

daient de grandes sociétés comme Pechiney, Ugine, Empain, la CGE.

Ces grandes sociétés continuent à entretenir avec leurs anciennes filiales nationalisées des liens privilégiés. Bertrand Bellon cite ainsi le cas de PUK qui « consomme... plus de 10 % de l'énergie électrique haute tension en France et paie celle-ci en moyenne au niveau de son prix de revient ». Ces liens sont d'ailleurs directs au niveau des hommes : ainsi Ambroise Roux, actuel P-DG de la CGE, a commencé sa carrière, de 1952 à 1955, comme administrateur d'Electricité de France, après avoir été commissaire adjoint du gouvernement auprès d'EDF. Et l'on trouve un François Giscard d'Estaing, administrateur de la Banque Française du Commerce Extérieur, au conseil d'administration d'EGF, un Roger Martin, P-DG de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, et un Jean Gandois, P-DG de Rhône-Poulenc, au conseil d'administration d'EDF.

Dernier exemple, cette fois, d'une nationalisation par un gouvernement étranger : la Compagnie universelle du canal maritime de Suez, nationalisée par Nasser en 1956, s'est reconvertie, grâce aux indemnités de nationalisation (l'Egypte versa 322 millions de francs), pour devenir, dès 1958, la Compagnie Financière de Suez. A partir de 1960, la Compagnie distribuait à nouveau des dividendes : elle est aujourd'hui l'un des principaux groupes financiers français.

Sidérurgie :

Après avoir passé la monnaie, l'Etat passe l'éponge

L'Assemblée nationale a voté, vendredi 9 octobre, la nationalisation de la sidérurgie, avant donc que le projet de loi sur les nationalisations ne vienne en discussion au Parlement.

Il faut dire que, dans le cas de la sidérurgie, la dette des groupes vis-à-vis de l'Etat était telle que celui-ci en était virtuellement propriétaire depuis 1978. La simple décision de transformer en actions 14 milliards de l'argent avancé par l'Etat à Usinor et Sacilor le rend propriétaire de ces deux groupes à... 95 % !

Pour le reste, il n'y aura pas grand changement. L'essentiel des « restructurations », c'est-à-dire des licenciements massifs, est derrière, fait partie de l'« héritage » ; un héritage dont le gouvernement actuel semble d'ailleurs prêt à assurer la conti-

nuation puisque Le Monde tient pour vraisemblable le maintien en place des anciens P-DG. Pour les travailleurs d'Usinor et de Sacilor, c'est tout un programme !

Laurent Fabius, le ministre socialiste du Budget, a quand même voulu donner une portée « historique » à un événement qui ne soulevait pas les passions en déclarant que l'Assemblée nationale a ainsi mis fin « au plus grand scandale financier depuis l'affaire de Panama »...

Comme si le fait qu'aujourd'hui l'Etat tire purement et simplement un trait sur les 40 milliards qui ont été avancés aux barons de l'acier pour leur permettre de faire des profits par ailleurs, en licenciant, n'était pas, aussi, un scandale !

Chères nationalisations

Lors de la nationalisation des entreprises de gaz et d'électricité en avril 1946, les obligations données en échange des actions devaient fournir à leurs détenteurs un intérêt fixe de 3 %. Mais ces obligations avaient la particularité d'apporter en plus un intérêt variable, correspondant chaque année au partage de 1 % du chiffre d'affaires des deux entreprises (EDF et GDF) issues de la nationalisation, entre tous les détenteurs d'obligations. Ainsi, d'année en année, la prime correspondant au 1 % se trouve gonflée par le jeu de l'inflation, par le développement des affaires de l'EDF et GDF et... par le jeu de la diminution du nombre des obligataires. En effet, les

obligations sont remboursables sur 50 ans et par tirage au sort (tous les ans, au mois de mai, on procède à un tirage au sort des titres remboursés). Ainsi, le nombre de ceux qui se partagent le 1 % diminue d'année en année.

Le « rendement » de ces titres est si avantageux qu'ils sont cotés en Bourse bien au-dessus de leur valeur de rachat : 1.650 F en 1977. Il y a même des compagnies d'assurances qui ont entrepris de couvrir le « risque de tirage au sort » : si le titre de l'assuré est racheté au tirage de l'année suivante, l'assuré perçoit la différence entre le prix de rachat et le cours boursier, ou reçoit s'il le désire un titre non amorti !

A quand les licenciés pour intérêt général ?

« Rhône-Poulenc a connu ces dernières années de nombreuses fermetures d'usines, surtout dans le textile où des milliers de travailleurs ont été jetés sur le pavé. Pouvez-vous garantir qu'une fois nationalisé de tels scandales ne se reproduiront plus ? »

C'est à une telle question qu'Odile Sicard, député socialiste de l'Isère et membre de la commission spéciale du Parlement chargée des nationalisations, a eu à répondre le lundi 5 octobre, à la Bourse du Travail de Grenoble.

Elle y recevait des syndicalistes de la région appartenant à des groupes nationalisables comme Rhône-Poulenc ou PUK. La réponse fut claire : « Il n'y a

aucune garantie. Il se peut qu'à l'avenir le conseil d'administration décide de la fermeture ou du déplacement, même à l'étranger, de tel ou tel atelier ou usine ».

Autre question : « Les travailleurs attendent qu'il n'y ait plus de licenciements, sinon où serait le changement ? ». **Là non plus, aucune ambiguïté :** « C'est le conseil d'administration qui décidera. Je ne peux absolument pas garantir qu'il n'y aura plus de licenciements ».

Selon elle, « le changement serait que les groupes nationalisés ne travailleront plus pour les seuls avantages financiers, mais dans le souci de l'intérêt général ».

C'est quoi, au fait, l'intérêt général ?

Il y a
20 ans
le 17 octobre 1961

Les Algériens

QUELQUES mois avant la fin de la guerre d'Algérie, le 17 octobre 1961, plusieurs dizaines de milliers d'Algériens manifestaient dans les rues de Paris contre le couvre-feu, l'interdiction qui leur était faite de sortir le soir après 20 h 30, entre autres.

Bien au-delà de cette nouvelle vexation imposée par le gouvernement français, le Front de Libération Nationale (FLN) algérien tenait à faire la démonstration politique qu'il était capable en France même, comme en Algérie, de mobiliser quasiment toute la population algérienne, et que les Algériens, bien que traqués, torturés, assassinés, savaient qu'ils gagneraient l'indépendance pour laquelle ils se battaient depuis sept années entières, et la dignité attachée à cette indépendance.

Ainsi, ce 17 octobre 1961, 50 000 à 80 000 Algériennes et Algériens descendirent dans les rues de Paris et de sa banlieue. Et en riposte, dans ces mêmes rues, dans les commissariats, dans les camps d'internement improvisés, la police parisienne matraqua, tortura. Selon le FLN, il y eut deux cents morts et quatre cents disparus.

Les événements relatés par

C'est au travers de la presse de l'époque que nous évoquons ici les sinistres événements qui eurent lieu à Paris, il y a tout juste vingt ans. Même la presse de gauche semblait tout à coup découvrir qu'en France aussi, les Algériens connaissaient les souffrances, la misère, l'insécurité. L'Humanité (quotidien du PCF), France-Nouvelle (hebdomadaire du PCF), France-Observateur (ancêtre du Nouvel Observateur), L'Express, Libération (quotidien animé par des compagnons de route du PCF et avec lequel l'actuel Libération n'a rien à voir), promènèrent alors leurs lecteurs dans les bidonvilles. Les journalistes décrivaient et parlaient... enfin ! Ils citaient des témoignages de ceux qui vivaient journellement dans la terreur policière, des rescapés de la rafle et de la Seine. Certains, même, emportés par leur vertueuse

indignation, allèrent jusqu'à traire (Jean Cau dans L'Express du 26

Oui, lecteurs, disaient-ils, tout cette même presse, qui reprochait quoi avait-elle attendu le 17 octobre ? Elle l'avait fait avant ? Si

Car la presse n'était que le reflet des sensations politiques et syndicales début de la guerre, avait choisi le peuple algérien, même si les communistes firent la guerre la mort, femmes de gauche choisirent de

Octobre 1961 : Un contexte de fin de guerre

Le 1^{er} novembre 1954, des nationalistes algériens déclenchèrent la révolte armée contre le colonialisme français. Un homme politique bourgeois radical, réputé de gauche, Pierre Mendès-France, était alors chef du gouvernement et décida l'envoi de renforts en Algérie pour tenter d'écraser cette révolte. Mitterrand, son ministre de l'Intérieur, déclarait le 12 novembre 1954 : « Tout sera réuni pour que la force l'emporte en toutes circonstances, quelles que soient les difficultés, les cruautés qui s'imposent à nous ».

En 1956, alors que l'armée française s'enlaidissait dans la guerre d'Algérie, c'était cette fois un président du Conseil socialiste, Guy Mollet — qui avait pour ministre de la Justice Mitterrand — qui faisait accepter à la population l'envoi important, en Algérie, de jeunes appelés.

La guerre d'Algérie était belle et bien là. Un demi-million de soldats français étaient en Algérie et le FLN tenait tête à l'armée française, ralliant à son combat et à sa politique une fraction croissante de la population algérienne.

Dans les années 1956-1958, une partie de la bourgeoisie française savait déjà qu'il lui faudrait consentir à l'inéluctable, céder l'indépendance à l'Algérie, comme elle avait dû la céder à l'Indochine quelques années auparavant. Mais aucun gouvernement ne parvenait à imposer — quand bien même il le voulait — cette politique. Tous s'accrochaient à la vieille politique colonialiste, et s'inclinaient d'autant plus facilement devant les « ultras », les

cadres de l'armée qui voulaient garder l'« Algérie Française », qu'eux y tenaient aussi.

C'est De Gaulle, homme de droite, populaire surtout parmi les partisans de l'Algérie Française, qui put le faire. Porté au pouvoir par les barricades dressées le 13 mai 1958 à Alger par l'extrême-droite colonialiste, et amené au gouvernement entre autres par Guy Mollet, De Gaulle fut capable de résoudre le problème algérien, pour tout dire, d'imposer à toute la bourgeoisie française de se rendre à l'évidence qu'il fallait arrêter une guerre que l'impérialisme français ne pouvait plus gagner. Les accords d'Evian, qui ouvraient la voie à l'indépendance de l'Algérie, furent signés le 18 mars 1962.

Mais de 1958 à 1962, loin de faiblir, la guerre continua à faire rage, de part et d'autre. De Gaulle compta avec les partisans de l'Algérie Française, avec ceux entre autres qui se regroupèrent dans et derrière l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète, organisation d'extrême-droite fasciste). Mais surtout, De Gaulle voulait conserver à l'impérialisme français le maximum de ses intérêts en Algérie. Alors, tout en cherchant à négocier, le gouvernement français chercha aussi à garder sur le terrain militaire le rapport de forces le moins défavorable possible. D'où la poursuite acharnée de la guerre, bien au-delà du début des négociations.

Une guerre de huit années, au total, qui coûta à la population algérienne un million de morts.

LA RÉPRESSION CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE ALGÉRIENNE EN FRANCE

En 1961, 400 000 travailleurs algériens vivaient en France. La plupart étaient organisés par le FLN. Depuis le début de la guerre, ils subissaient le racisme, les « ratonnades », les tortures et la mort dans les commissariats, la plupart du temps dans l'indifférence générale.

Les premières négociations en vue de l'indépendance eurent lieu à Evian, en mai-juin 1961, mais la police aux ordres du gouvernement ne changea pas ses méthodes pour autant : « Pour un coup, nous en rendrons dix » déclarait le préfet de police Maurice Papon. Et France-Observateur publiait ce témoignage d'un Algérien : « J'ai peur tout le temps de mourir. Quand un Algérien part pour son travail, il dit : « Est-ce que je reviens ce soir ? ». Il a peur en allant à son travail, en revenant de son travail, après qu'il a mis son bleu, et pendant son travail, il a un peu moins peur. J'habite un hôtel où il n'y a que des Algériens. La nuit, lorsqu'il y a un bruit dans l'escalier, tous, nous nous réveillons et nous attendons, tous. Nous pensons que nous allons être tués ».

Le 6 octobre 1961, le gouvernement décida le couvre-feu. La rue était interdite aux Algériens le soir après 20 h 30. Les cafés et les restaurants algériens devaient fermer après 19 h.

Pour protester, le FLN décidait d'appeler les Algériens à manifester le soir du mardi 17 octobre.

LES MANIFESTATIONS DU 17 OCTOBRE

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs algériens manifestèrent en plusieurs cortèges dans les rues de Paris et de la banlieue aux cris de « Levez le couvre-feu », « Algérie algérienne », « Vive le FLN ».

Les manifestations, pacifiques, furent aussitôt réprimées avec une rare violence. La police tira à la mitrailleuse dans la foule, assassina hommes, femmes, enfants. 11 000 arrestations ! Des autobus de la RATP furent réquisitionnés pour transporter les Algériens arrêtés dans des camps de fortune, dans des stades.

Des témoignages furent publiés par la presse.

● MANIFESTATION SUR LES GRANDS BOULEVARDS :

L'Humanité du 18 octobre 1961 : « La tête du cortège se heurta à un car d'agents de police. Il y eut un mouvement d'hésitation, puis le chauffeur du véhicule descendit sur la chaussée et tira un coup de feu en l'air. Ce fut le signal. Aussitôt les agents descendirent du car et vidèrent les chargeurs de leurs revolvers sur les manifestants qui tentaient de trouver refuge à l'intérieur du restaurant et dans l'immeuble contigu. (...) Sur le trottoir, devant le restaurant, sept corps étaient allongés. Combien de morts ? Un à coup sûr, tué d'une balle dans la tête, deux peut-être et des blessés graves ».

● MANIFESTATION DU QUARTIER LATIN :

extrait de Vérité Liberté de novembre 1961 (revue animée par des intellectuels engagés dans la lutte contre la guerre d'Algérie) : « Nouvelle charge massive devant le restaurant « La Source ». Un raffiné manie son bâton de taille pour mieux casser nez et dents. Un autre estoque au visage avec un bâton cassé, dentelé comme un teson. Un gradé s'est posté en bordure du trottoir avec une longue trique qu'il manie des deux mains, comme une hache d'armes. Il cueille, juste sur l'œil gauche, un vieil homme enturbanné qui court, plié en deux sous la grêle des coups. Le gourdin s'abat. Impossible que l'œil n'ait pas éclaté. Le vieil homme porte la main à son visage et s'effondre d'un bloc. Vivement,

le policier traîne par le bras la frêle carcasse jusqu'au car où elle est balancée sur le tas, puis retourne se choisir une autre victime. (...) »

Ainsi chargée à intervalles, la manifestation va osciller entre le Luxembourg et la place Saint-Michel. Elle tentera en vain de gagner la préfecture. Obstinement, héroïquement, malgré les blessés qui rampent à l'abri des portes cochères, malgré les arrestations qui remplissent les longs cars bleus. (...) »

Je me mêle délibérément à eux pour les interroger : « Pourquoi manifestez-vous ? (...) « Parce qu'on en a assez » ; « Les prisons, les tortures, c'est trop, c'est trop » ; « Pour nos parents en Algérie » ; « Parce que nous ne voulons pas être traités comme des chiens » ; « Pour notre dignité », dit un tout jeune garçon ».

● MANIFESTATION DU PONT DE NEUILLY :

L'Express du 19 octobre 1961 (plus à gauche à l'époque qu'aujourd'hui, L'Express était un des seuls journaux à publier des témoignages sur les crimes de l'armée française ou à tenter de le faire car il fut souvent censuré) :

« Un premier choc s'est produit au pont de Neuilly, où des harkis attendaient une immense colonne descendue de Nanterre et de Puteaux. Un harki tira une rafale de mitrailleuse, tuant un garçon de quinze ans. Une fusillade s'ensuivit pendant une demi-heure. Après la bataille, la chaussée de l'avenue du Général-De-Gaulle était jonchée de débris de toutes sortes, de landaus d'enfants renversés, de souliers de femmes, de grandes traînées de sang ».

La détermination des Algériens était telle que le lendemain, le mardi 18 octobre, ils redescendirent à plusieurs milliers dans les rues de banlieue et que, deux jours plus tard, le vendredi 20 octobre, ce furent les

manifestaient seuls

à Paris

la presse

urs lecteurs de « pauvres cons » (1961).
existe et vous le tolérez ! Mais
ix lecteurs d'avoir toléré, pour
pour manifester... son indigna-

la politique des grandes organi-
gauche française qui, depuis le
de l'impérialisme français con-
individuel certains jeunes com-
l'âme, ou si certains hommes et
venir le FLN.



LES CAMPS D'INTERNEMENT

Une dizaine de milliers d'Algériens furent détenus au Parc des Expositions à la Porte de Versailles. Un Algérien arrêté le jeudi 19 octobre dans un café (la police arrêtait même les Algériens à la sortie de leur travail), témoignait dans *L'Humanité* du 30 octobre 1961 :

« Dans la nuit du vendredi au samedi, nous avons été acheminés en autobus à la Porte de Versailles où nous nous sommes retrouvés à une dizaine de milliers dans le hall. Nous étions parqués dans des carrés formés par des barrières métalliques, debout, serrés les uns contre les autres. Il y avait de nombreux blessés par balles, d'autres avaient le crâne ouvert, les bras ou les jambes cassés. (...) De partout s'élevaient des gémissements. Les blessés s'affaissaient. (...) Combien y avait-il de morts ? (...) »

Les jeunes soldats du contingent qui étaient là semblaient malades d'émotion. Ils nous donnaient leurs cigarettes et l'un d'entre eux nous a même apporté un vieux pardessus. Un soldat que son supérieur avait vu donner un morceau de pain à un Algérien a été sanctionné de huit jours de prison ».

Un de ces jeunes appelés raconte dans *Vérité Liberté* (novembre 1961) l'arrivée des cars de police au Parc des Expositions :

« Vingt à trente policiers disposés en deux haies latérales

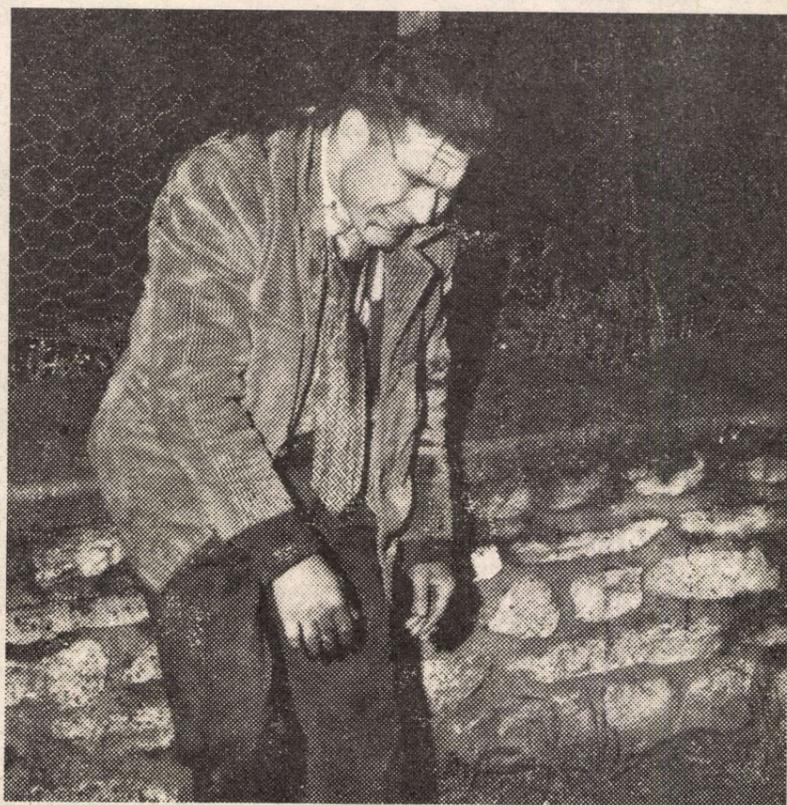
derrière le véhicule sont chargés d'orienter les Algériens vers l'entrée. (...) Ils ont quinze à vingt mètres à franchir, mains sur la tête, entre le véhicule et l'entrée. Dès leur descente, ils sont frappés à coups de matraque, de nerf de bœuf, de crosse. Ceux qui, épuisés, tombent sur le ciment, ont droit aux coups de pied dans le ventre, dans les parties, sur la figure. Pour échapper aux coups, les Algériens se mettent à courir ; un croc-en-jambe les arrête. D'autres, précipités sur le ciment, ne se relèvent pas ; ils sont négligemment repoussés sur le côté. Nous en distinguons, grièvement blessés, qui se traînent sur les genoux sous la pluie des coups ; des jeunes se font casser les doigts et les avant-bras en se protégeant la tête ; une crosse de fusil se brise comme du bois sec sur le dos d'un musulman ; le policier se retire avec un air déçu. (...) »

Les policiers nous ont dit : « On est trop gentils ; pour que l'on soit débarrassés de tous ces rats, il faudrait fermer le parc et les descendre à la grenade ou à la mitrailleuse. Au début, des meneurs cherchaient à faire des discours ; nous les avons attrapés et nous les avons « flingués ». Ni vu, ni connu. »

A des soldats qui apportent du café : « Alors, c'est pour quand l'arsenic dans la nourriture ? »

Entre eux : « Il ne voulait pas sortir des waters ; j'ai tiré à travers la porte ».

Plusieurs flics avouent : « Nous en avons assommés et fusillés en douce ».



Ces camps étaient interdits à la presse et aux services de santé autres que militaires. Des milliers d'Algériens y sont restés plus d'une semaine.

LES CADAVRES DANS LA SEINE

La grande presse publia plusieurs articles comme celui-ci : « Des marinières ont retiré mardi de la Seine les cadavres de trois Nord-Africains qui flottaient à peu de distance l'un de l'autre, près du pont de Bezons » (*Le Monde* du 26 octobre 1961).

A une conférence de médecins sur la répression du 17 octobre, un médecin légiste annonçait que « 40 corps d'Algériens avaient été autopsiés à l'Institut médico-légal comme étant ceux de noyés » (*L'Humanité* du 7 novembre 1961).

Claude Bourdet, conseiller municipal PSU de Paris, déclara au conseil municipal du vendredi 27 octobre 1961 : « Dans les milieux de la presse, et pas seulement dans les milieux de la presse de gauche, dans les

rédactions de la presse d'information, on parle de cent cinquante corps retirés de la Seine entre Paris et Rouen » (*France-Observateur* du 2 novembre 1961).

LES DISPARITIONS

Dans les entreprises, nombreux sont les Algériens qui « disparaissent » à la suite des manifestations. Un délégué syndical CGT des usines Renault dénonçait : « Une centaine d'Algériens sont portés manquants chez Renault depuis la manifestation du 17 octobre. (...) Nous avons vu rentrer des dizaines de travailleurs matraqués qui nous ont fait le récit de leurs sévices ».

Au bidonville de Nanterre, 65 chefs de famille ne revinrent pas. Un journaliste de *L'Humanité* s'y faisait interpellé par des enfants : « Dis, quand c'est que tu me ramèneras mon papa ? ».

Le bilan de la répression fut extrêmement lourd. Plusieurs milliers d'Algériens furent blessés. Le FLN parla de deux cents morts et quatre cents disparus.

La gauche avait laissé faire... et continuait

Ces manifestations d'octobre 1961, les Algériens les firent seuls. Tant les partis politiques de gauche, la SFIO et le Parti Communiste, que les grandes organisations syndicales, dont la CGT, ne firent quoi que ce soit.

Mais quoi d'étonnant ? C'était la logique d'une politique menée depuis le début de la guerre d'Algérie.

Les dirigeants socialistes, en 1956-1957, avaient eux-mêmes mené et intensifié la guerre, à la tête du gouvernement. Ce sont eux qui envoyèrent le contingent en Algérie. En tant que ministres, ils ordonnèrent les crimes de la police en France, et de l'armée en Algérie, laissèrent

ici et là la torture devenir pratique courante.

Quant au Parti Communiste, il s'aligna lui aussi sur la politique colonialiste, même si à l'occasion il dénonça dans sa presse, sur le papier, la répression, ou laissa certains de ses militants, comme Henri Alleg, membre du Parti Communiste Algérien, subir et dénoncer la « question ».

Mais, pendant très longtemps, il ne fut pas question pour les dirigeants du PCF de considérer l'Algérie comme une nation qui méritait son indépendance. Ce n'est que tardivement, et verbalement, que le PCF commença à évoquer la nécessité de la « Paix

en Algérie ». Mais quelle paix, puisque c'était la guerre ? La paix par l'indépendance accordée au peuple algérien ? Le PCF se garda de s'en dire partisan avant que De Gaulle ne le fasse. Quant à lutter pour l'indépendance, à chercher à convaincre les travailleurs français que là aussi était leur intérêt, il n'en fut jamais question.

Une poignée d'intellectuels, seulement, proches du PSU, de l'UNEF (organisation étudiante) ou même du PCF (comme Jeanson) choisirent le camp du FLN et s'alignèrent sur la politique de celui-ci. Ils se firent « porteurs de valises », menèrent des actions clandestines d'aide matérielle au FLN.

Le 17 octobre 1961, les Algériens, à l'appel du FLN, se retrouvèrent donc seuls, parce que la gauche l'avait voulu depuis longue date, et livrés à une répression que la gauche traditionnelle était d'autant moins encline à empêcher... qu'elle l'avait organisée ou tolérée depuis des années.

Et, même après le 17 octobre, les grands partis de gauche et les organisations syndicales, pourtant sollicitées par le FLN, ne firent encore rien. A la demande du FLN de manifester ensemble le 1^{er} novembre 1961, la gauche ne répondit que par des communiqués larmoyants, ou par des pétitions inutiles.

femmes algériennes et leurs enfants qui manifestèrent. Haut fait d'armes : la police arrêta 1 000 femmes et enfants !

DANS LES COMMISSARIATS

14 000 Algériens furent arrêtés, du 17 au 20 octobre, conduits dans les commissariats et internés dans des camps comme le Palais des Sports, le stade De Coubertin, le Parc des Expositions, le « centre de tri » de Vincennes.

Dans son édition du 23 octobre 1961, *Le Figaro* lui-même relatait : « Nombre des victimes auraient été frappées après leur arrestation, au cours de scènes de violence « à froid ».

Un communiqué du Secours Populaire Français posait la question : « Est-il vrai (...) que l'on ait passé à la « paille de fer » un Algérien arrêté mardi 17 au pont de Neuilly et emmené au commissariat ? ».

L'Humanité du 4 novembre 1961 publiait ce témoignage :

« J'ai été arrêté le 17 octobre, emmené au poste de police et là battu par trois policiers qui m'ont complètement assommé. Je dois dire qu'ils m'avaient d'abord enlevé tout mon argent, 11.000 F. Au commissariat, j'ai vu deux autres jeunes Algériens matraqués dans des conditions terribles. L'un était battu par les policiers qui lui tenaient la tête dans la cuvette des cabinets. L'autre a été frappé à coups de bouteilles. Il était défiguré. Il se tenait la mâchoire. On nous a mis ensuite 27 dans un car, avec ordre de nous entasser dans le fond. Les plus blessés étaient couchés dessous et les autres devaient s'allonger par-dessus. Cela jusqu'au plafond du car. A la descente du car la bastonnade a recommencé : à coups de crosse de mitrailleuse, à coups de matraque... ».

Les stagiaires des centres de formation professionnelle en lutte

Depuis plusieurs mois, des stagiaires de plusieurs centres de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle, qui regroupe environ 70 000 stagiaires dans 150 centres), luttent contre le blocage de leurs rémunérations, essentiellement, ainsi que pour leur garantie en cas de maladie et pour des améliorations dans leurs conditions de travail, d'enseignement, d'hébergement et de nourriture.

A l'appel de la Coordination nationale des stagiaires, constituée depuis 2 mois, une journée de grève, le 2 octobre, a été suivie par 28 centres.

200 stagiaires venus de 21 centres différents se sont rassemblés ce jour-là à Paris pour manifester au ministère du Travail, aux cris de « Non aux salaires bloqués », « De l'argent pour l'AFPA, pas pour les patrons », ou encore « De l'argent pour les stagiaires, pas pour la bombe » !

Rémy, directeur du cabinet du ministre du Travail, les a reçus mais n'a rien voulu savoir et a refusé de s'engager sur l'une quelconque des revendications.

Auparavant, une délégation avait été reçue au ministère de la Formation professionnelle par le directeur du cabinet et son adjoint, qui se sont aussi déclarés incompetents pour fixer les salaires. Ils ont précisé qu'ils avaient fait inscrire au projet de budget 1982 une somme de 50 millions de francs, destinée en principe à permettre l'évolution au rythme du SMIC des rémunérations des stagiaires payés à 90 % ou 100 % du

SMIC. Cette mesure ne deviendrait effective qu'en janvier 1982, avec un rattrapage pour novembre et décembre, à condition bien sûr qu'elle soit acceptée par les députés lors du vote du budget. De plus, ces dispositions ne concernent pas les stagiaires payés à 25 % du SMIC ou à 70 % de leur salaire antérieur (si celui-ci dépasse le SMIC).

Cela ne résoud pas le problème qui est à l'origine du mouvement des stagiaires, qui veulent avant tout le déblocage immédiat de leurs salaires, avec un rappel depuis le jour de leur entrée en stage.

Devant la délégation des stagiaires des centres AFPA, le représentant du ministre du Travail Auroux et celui du ministre de la Formation professionnelle Rigout ont déclaré qu'ils n'étaient pas habilités à prendre des décisions, que ce n'était pas du ressort de leur ministère, que les choses se décidaient ailleurs. Mais où ? Chez Mauroy ? Chez Mitterrand ?

Intéressant, en tout cas, d'apprendre, de la bouche même des adjoints des ministres, que ceux-ci sont « incompetents » ! Les stagiaires ne savaient peut-être pas à quoi servent des ministres socialistes et communistes : les voilà renseignés ! A rien... ils sont « incompetents » !

Les stagiaires de nombreux centres ont montré ce jour-là qu'ils n'avaient pas l'intention de se contenter de parolotes, d'excuses de ministres, et qu'ils veulent des résultats.



La manifestation du 2 octobre à Paris.

(Photo LO)

L'Etat nous paie de mots

En principe, la loi interdit à tout employeur de payer un salarié en-dessous du SMIC.

Les stagiaires FPA reçoivent bien un bulletin de paie où certains sont, actuellement encore, payés avec un taux horaire de 12,80 F de l'heure, alors que le SMIC en est aujourd'hui à 17,45 F. Et cela, sans compter les stagiaires qui n'ont pas travaillé avant d'aller en stage et qui sont payés, eux, à 25 % du SMIC, soit 4,33 F de l'heure.

L'Etat, patron des stagiaires AFPA, violerait la loi, lui qui est pourtant chargé de la faire appliquer ? Mais non ! Ce que touchent les stagiaires

AFPA n'est pas un « salaire », c'est une « indemnité ». Il ne faut pas confondre !

Il faudrait que Rigout mette sa montre à l'heure

Au nouveau ministère de la Formation professionnelle patronné par Marcel Rigout, l'un des quatre ministres communistes, on avait eu le souci de savoir quelles étaient les revendications des stagiaires des centres FPA, nous ont dit le directeur du cabinet du ministre ainsi que son adjoint. Ils avaient ordonné une enquête par la voie hiérarchique sur nos revendications.

Le ministre avait demandé aux directeurs. Les directeurs avaient demandé aux moniteurs. Mais à nous, stagiaires, on n'avait rien demandé ! Enquête bâclée !

Au ministère du Travail les ordinateurs n'ont pas reçu le programme socialiste

Pressé de questions par une trentaine de stagiaires entrés dans son bureau, Rémy, directeur du cabinet du ministre du Travail, perdait un peu les pédales.

Nous insistions pour qu'il ordonne tout de suite le paiement de la différence entre nos salaires actuels et ce qu'ils devraient être s'ils suivaient les augmentations du SMIC, comme l'avait promis le PS avant les élections.

« Je ne peux pas, répondit-il. Ce n'est pas moi qui fais la paie, ce sont les ordinateurs ».

Au fait, pourquoi payer un ministre ?

Une nouvelle semaine d'action est décidée par la Coordination des centres FPA

La Coordination nationale des stagiaires d'AFPA a tenu une nouvelle réunion les 10 et 11 octobre, à Lyon, pour faire le bilan de la journée d'action du 2 octobre et décider de la suite du mouvement. 34 personnes, représentant 17 centres, sont venues de différentes régions du pays.

Dans la plupart de ces centres, des grèves avaient eu lieu le 2 octobre, généralement bien suivies. Par exemple, la grève a été suivie à 90 % à Bourges, à 80 % à Guéret et à Lyon-Crépieux. A Limoges, il y a eu une manifestation. Plus de la moitié des centres présents avaient envoyé des délégations à Paris.

Tous ceux qui étaient venus à Paris le 2 octobre ont été contents d'avoir pu montrer leur mécontentement en manifestant. Mais, dans plusieurs centres, les stagiaires

ont été un peu déçus par le résultat, car beaucoup espéraient que les ministères allaient céder tout de suite. Raison de plus pour continuer à réclamer ce qu'ils n'ont toujours pas obtenu, d'autant plus que certains centres ne sont entrés dans l'action que le 2 octobre et que leur détermination est intacte.

A la Coordination, les revendications ont été rediscutées. L'essentiel est toujours qu'il n'y ait pas de salaires au-dessous du SMIC brut, que les salaires évoluent avec l'augmentation du SMIC, et que le salaire antérieur brut soit maintenu intégralement.

Mais il y a aussi de nombreuses autres revendications, concernant notamment la vie de tous les jours dans les centres et les droits et libertés, qui ont créé des débats parfois passionnés.

Une semaine nationale d'action du 26 au 31 octobre a été prévue, et là aussi il y a eu de nombreuses discussions sur ce qu'elle devait être. Ce qui a finalement été décidé, c'est que la Coordination envoie une lettre ouverte au Premier ministre avec demande d'entrevue et que, dans chaque ville et chaque région, des démarches et délégations soient faites partout où cela est possible : auprès des députés, des préfetures...

Tout le monde a donné son point de vue et est reparti avec des arguments pour rediscuter dans son centre. Chaque centre s'est chargé d'en recontacter d'autres car chacun est convaincu que, pour faire céder le gouvernement, il faudra être de plus en plus nombreux et faire entrer dans l'action ceux qui n'y sont pas encore.

Formation professionnelle... ou morale ?

Voici le texte que des femmes qui suivent des cours au centre AFPA de Saint-Quentin-en-Yvelines doivent traduire en sténo.

« Une jeune fille bien élevée sait se faire aimer et estimer partout. En classe, elle témoigne sans cesse à son professeur le respect et la confiance qui lui sont dus ; elle écoute avec déférence ses bons enseignements.

Elle est le modèle proposé à ses compagnes ; elle leur rend tous les petits services qui sont en son pouvoir. En un mot, elle se comporte en écolière polie, soumise et studieuse.

Si la jeune fille ne s'efforce pas d'acquiescer, à l'école, toutes les qualités qui conviennent à son sexe, si elle ne s'étudie pas à devenir douce, affectueuse et ferme, active et laborieuse, attachée à tous ses devoirs, plus tard, chez ses parents, au lieu de faire la joie et le bonheur de la famille, elle fera son désespoir.

Tout dépend des premières années ; on n'obéit pas dans la famille quand on n'obéit pas à l'école.

La jeune fille bien élevée se distingue non seulement à l'école mais aussi dans la rue ; elle salue poliment les gens de connaissance qu'elle croise, surtout les vieillards et les infirmes qui sont si souvent l'objet des moqueries des enfants mal élevés. »

Ce sont des jeunes filles comme ça que vous voulez offrir aux patrons, messieurs les ministres de gauche ?

• RENAULT-FLINS

Débrayages à la Cataphorèse

Depuis le mois de septembre, le nouvel atelier flamboyant neuf de la cataphorèse est entré en fonction à Renault-Flins. La Régie a investi des milliards de centimes dans cet atelier, mais s'est beaucoup moins préoccupée de ceux qui y travaillent.

Les camarades ont en effet été contraints, une soixantaine par équipe, à changer d'horaire en raison de l'organisation technique particulière de cet atelier. Au lieu de faire les 2 x 8 de 5 h 45 à 14 h 05 et 14 h 05 à 22 h 25, ce qui est déjà pénible, ils font maintenant 8 h-17 h et 17 h-1 h du matin. Cela signifie, une semaine sur deux, passer la moitié de la nuit à l'usine et rentrer chez soi à 2 heures du matin ou plus tard.

Pour compenser cela, la Régie a offert royalement 100 francs par mois de prime de

nuit. Lorsque les travailleurs de l'atelier ont reçu leur paye de septembre, la colère a alors éclaté. Mercredi 7 octobre, l'équipe II a arrêté à l'unanimité le travail à 22 h 30. Le lendemain elle a remis cela à 22 h 30. Lundi 12 octobre, elle a encore débrayé de 16 h 30 à 17 h, pour attendre l'autre équipe, la I, qui a débrayé de 17 h à 17 h 30, puis de 22 h 30 à 23 h. Les débrayages étaient limités à 1/2 heure, le temps que la maîtrise se rassemble pour venir prendre la place des grévistes. Et, dès que les chaînes se remettaient à tourner... les travailleurs reprenaient leur poste.

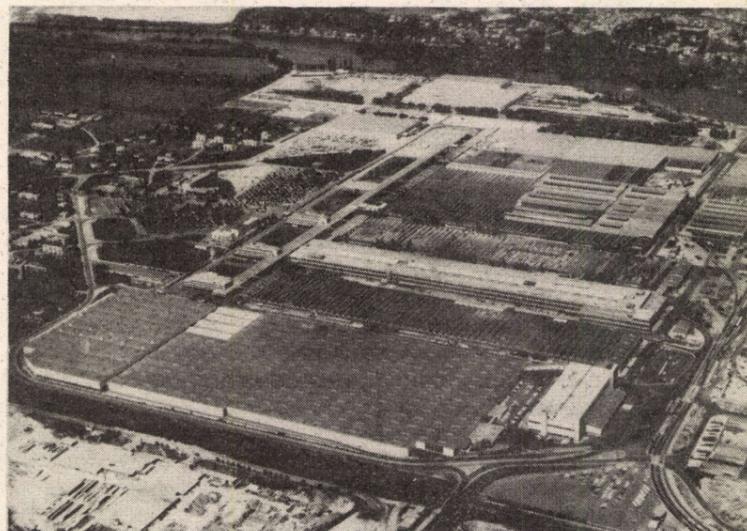
Les jours suivants, les débrayages ont continué. Le mardi 13 au matin, les travailleurs firent circuler le bruit qu'ils remettaient cela dans l'après-midi. Résultat : plusieurs dizaines d'agents de maîtrise sont restés massés

toute l'après-midi à côté des chaînes. Pour rien, car il n'y a pas eu de débrayages ! Pour une fois, on ne s'ennuyait pas sur la chaîne, à voir contremaîtres et chefs d'atelier faire le pied de grue !

Et le soir, alors que la direction s'attendait à un débrayage après 22 h 30, comme à chaque fois auparavant, c'est à 21 h 30 que l'équipe I arrêta le travail ! Là encore, les briseurs de grève ont dû rester jusqu'à une heure du matin, au cas où... comme les soirs précédents, et pour rien !

Apparemment, certains d'entre eux commencent à la trouver saumâtre. Si la situation s'éternise, ils vont peut-être trouver le courage de refuser de passer tous les jours la moitié de la nuit à l'usine... Cela aidera peut-être la direction à se montrer raisonnable !

Correspondant LO



L'usine Renault-Flins.

• SAINT-GAUDENS (Haute-Garonne)

Les travailleurs de la Cellulose d'Aquitaine en lutte

A Saint-Gaudens les travailleurs de la Cellulose d'Aquitaine sont de nouveau en lutte pour leurs revendications depuis le mardi 13 octobre à 17 heures. Au cours de la dernière réunion du Comité d'entreprise, la nouvelle direction représentée par le P-DG de la Rochette CENPA, M. Franc, annonçait que, des investissements, il y en aurait à Saint-Gaudens seulement si les travailleurs arrivaient à faire des bénéfices. Il faut en effet trouver 4 milliards 500 millions sur deux

ans. Si on n'arrive pas à faire ces bénéfices, eh bien, l'avenir de l'emploi sera compromis. En conséquence il a répondu « non » à toutes les revendications avancées : 5^e semaine de congés payés, augmentation des salaires, indexation des salaires sur l'indice INSEE. Les travailleurs en colère ont fait poursuivre la réunion dans la nuit, en retenant la direction.

Le lendemain, mercredi, deux responsables syndicaux étaient convoqués devant le tribunal des

Référés qui exigeait l'évacuation des locaux administratifs et qu'on permette l'accès du directeur à ses bureaux et véhicules. Mais les travailleurs refusèrent cette décision. Et dans la nuit de mercredi à jeudi, à 2 heures du matin, 130 CRS vinrent déloger les travailleurs.

Le jeudi 15 octobre, toute l'usine était en grève. La manœuvre policière n'avait intimidé personne.

Correspondant L.O.

• SCHLUMBERGER (Guebwiller - Vosges)

Grève et blocage des portes

Jusqu'à maintenant, chez Schlumberger, la direction augmentait trimestriellement les salaires suivant l'indice INSEE. Il y a environ 15 jours, elle annonçait une diminution de 0,5 % par rapport à l'indice, ce qui faisait une diminution annuelle du pouvoir d'achat de 2 %. Un débrayage d'une demi-heure de l'atelier Tôlerie suivait cette décision. Puis les syndicats demandaient à la direction de revenir sur ces 0,5 %, de revenir à un indice calculé mensuellement et demandaient l'aména-

gement du système de rendement et le paiement d'une demi-heure de compensation pour réduction d'horaire. Devant le refus de la direction le lundi 12 l'ensemble de syndicats appelaient à un débrayage et à un rassemblement devant la porte. Presque tout le monde de l'équipe du matin et des normaux débrayait et se retrouvait devant les portes de l'usine. CFDT et FO se prononçaient pour la grève avec occupation. La CGC se prononçait contre. Et CGT et CFTC adoptaient une position

mi-chèvre mi-chou. Un travailleur qui demandait 500 F tout de suite et invitait un maximum de travailleurs à former un comité pour diriger la grève fut particulièrement applaudi.

Le vote à bulletins secrets donnait : 784 présents, 610 bulletins pour la grève, 168 contre, 6 nuls. 78 % des votants se prononçaient donc pour la grève. Les portes étaient alors bloquées et des piquets empêchaient l'accès à l'usine.

• RÉGION ROUENNAISE

Grève à la SNCF

La semaine du 5 octobre, les cheminots normands se sont mis en grève contre deux suppressions de postes à Flers-de-l'Orne. Dans la région rouennaise, nous avons fait deux ou trois jours de grève lorsque les grévistes de Flers sont venus négocier avec la direction régionale. (La direction a en fin de compte transformé ces deux postes fixes en deux postes de « réserve », avec une garantie de travail sur place une bonne partie de l'année).

Dans la région rouennaise, c'est surtout au dépôt de Sotteville et aux ateliers de Quatre-Mares que la grève a été suivie.

AUX ATELIERS DE QUATRE-MARES

Le mardi 6 au matin, les syndicats nous appelaient à la grève par solidarité avec les grévistes de Flers. Ce premier jour, le mouvement a été moyennement suivi à cause du manque d'information.

Mais dès le lendemain, la grève s'est étendue. En assemblée générale, nous avons rempli un cahier sur nos revendications locales et nous les avons apportées à la direction. L'après-midi, pendant cinq heures, les négociations ont été laborieuses.

Le lendemain, de nouveau en assemblée générale, les maigres acquis ont été présentés favorablement par la CGT pour nous faire reprendre le travail. Ça n'a pas été du goût de tout le monde. Le débat est devenu plus que houleux et beaucoup ont hué les responsables syndicaux, qui sont retournés négocier, toujours accompagnés par les grévistes.

Le travail a repris vendredi matin. Nous n'avons pas obtenu tout ce que nous demandions, loin de là. Mais

on a rappelé à la direction que, gouvernement de gauche ou pas, ministre communiste ou pas, nous n'étions pas prêts à avaler toutes les couleuvres.

PENDANT LA GRÈVE... CEUX QUI BLOQUENT ET CEUX QUI DÉBLOQUENT

Au cours de la grève, beaucoup de camarades ont remarqué que le ton des tracts de la CGT avait changé : avant les élections, c'était le ministère des Transports qui était responsable ; maintenant, « ce sont les directeurs qui bloquent le changement ».

Et, comme les responsables CGT nous expliquaient que le ministre « ne pouvait pas tout faire », la question de beaucoup de grévistes était : « Mais alors, à quoi il sert ? ».

LES DESSOUS DES NÉGOCIATIONS

Dans l'atelier de Quatre-Mares, les bleus de travail ne sont pas lavés par la SNCF, sauf pour une partie d'entre nous qui ont les postes très salissants. Mais dans ce cas-là, quand on change de poste, le bleu est repassé à un autre ouvrier.

Pendant les négociations, un délégué demande : « Nous réclamons des bleus personnels et lavés par la SNCF pour tout le monde ».

Un des deux directeurs présents répond : « Mais enfin, ces bleus sont lavés entre-temps. N'importe qui peut les remettre ».

Le délégué, inspiré par cette réponse : « Monsieur le directeur, même si le caleçon de votre collègue était lavé, le mettriez-vous ? ».

En avant vers les 35 heures...

en 2151 ?

La réduction du temps de travail, ce fut la première négociation patronat-syndicats menée sous les auspices du gouvernement socialiste cet été : la « grande première sociale », en somme, du gouvernement Mitterrand.

On sait ce qu'il en sortit : une heure en moins sur la durée du temps de travail légal — et on sait d'expérience ce que veut dire légale : la durée légale du travail a beau être depuis 1936 de 40 heures, cela n'empêche pas qu'elle soit largement dépassée dans près d'un tiers des entreprises, encore en 1980 ! On avait donc une heure de moins sur le papier. Et par contre le patronat avait toutes sortes d'assouplissements de la législation, pour lui permettre de plier un peu plus les horaires aux besoins de la production : travail du week-end, travail de nuit pour les femmes, utilisation d'un contingent d'heures supplémentaires sans autorisation de l'inspection du travail, tout cela était rendu encore un peu plus facile pour eux par le protocole d'accord du 17 juillet. Bref, au rythme d'une heure de travail en moins tous les 45 ans, on s'est hardiment lancé vers les 35 heures en 2151... en durée légale, bien sûr.

Comme œuvre sociale, on fait mieux ! Le protocole était si maigre d'ailleurs que la CFDT ne le signa pas tout de suite, et que la CGT ne le signa pas du tout — ce qui ne l'empêche pourtant pas maintenant de signer les protocoles par branche, comme celui des industries sucrières établi le 16 septembre...

Car aujourd'hui, c'est par branches que les négociations sur la réduction du temps de travail se déroulent. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que le patronat escompte obtenir au moins autant d'avantages de ces accords que de celui d'il y a deux mois.

La Vie Ouvrière du 26 septembre fait ainsi état des propositions patronales dans un certain nombre de branches où les négociations se sont ouvertes : dans la construction et les travaux publics, un contingent de 160 heures supplémentaires par an sans avoir besoin de l'autorisation de l'inspection du travail, soit 30 de plus que dans le protocole de juillet, et la 5^e semaine de congés payés mais sans cumul possible avec les acquis liés à l'ancienneté. Dans la production de papiers cartons, les mêmes propositions pour les congés payés, et un contingent de 140 heures supplémentaires, soit 10 de plus que dans le protocole de juillet. Dans les banques, le travail le samedi dans certains cas.

Mais à proposer ce genre de cadeau, les patrons mettent souvent le feu aux poudres... Comme dans les banques.

Nelly MEYER

CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers)

La direction veut faire faire en 39 h le travail de 40

La réduction de la semaine de travail à 39 heures, ça nous faisait déjà rire : « Si peu, ça ne vaut pas le coup ». Mais quand on voit comment la direction envisage cette réduction, on s'aperçoit que, même ce peu, c'est rien !

En effet, à la réunion de délégués du personnel du mois de septembre, la direction a déclaré : « Avant d'appliquer les réductions d'horaire qui seront prévues par la loi ou les accords, il faut commencer par dresser un constat des horaires réellement pratiqués ».

Et par « réellement pratiqués » la direction entend autre chose que les 40 heures de présence : « Certains ateliers, ayant 10 ou 15 minutes de douche, quittent le travail plus tôt. Il faut tenir compte de toutes ces situations

particulières », dit-elle.

Et depuis, elle a demandé aux chefs de service de faire un état détaillé des horaires de leur personnel. D'ici à ce qu'ils nous démontrent qu'avec les temps de pause, les pannes de machines et autres, on fait déjà moins de 35 heures, il n'y a pas loin !

Déjà, au mois de juillet, en ce qui concerne la cinquième semaine de congés payés, ils nous avaient dit qu'avec les congés d'ancienneté, le pont de l'Ascension et les sorties anticipées la veille de Noël et du Nouvel an, la plupart d'entre nous l'avaient presque. Ils veulent visiblement nous faire le même coup pour les 39 heures.

Alors, à l'usine, il y en a de plus en plus qui en ont marre d'attendre et qui parlent de se mettre en colère.

Correspondant LO

GROUPE VIA

La 5^e semaine, vous l'aviez ? Vous l'avez !

Au groupe des Assurances VIA, qui regroupe l'Europe, le Nord et le Monde, soit environ 2 000 personnes, la direction a décidé que tous les employés auraient 5 semaines de congés payés en 1982. Mais elle s'est arrangée pour n'avoir rien à payer.

D'abord, à la Compagnie, depuis 1979, tout le monde a 21 jours ouvrés de congés payés, c'est-à-dire quatre semaines plus un jour.

Restaient à trouver 4 jours pour faire la cinquième semaine. Qu'à cela ne tienne !

D'abord, on met les jours supplémentaires pour travail en sous-sol (6 jours, souvent). Ensuite, on y ajoute les jours d'ancienneté (1 jour à partir de 5 ans) qui concernent beaucoup de monde puisque, depuis longtemps, on n'embauche plus dans le groupe. Ajoutons à cela 4

jours supplémentaires dits d'assiduité (supprimés au bout de 10 jours d'arrêt maladie), les jours supplémentaires pour la maîtrise, et le compte y est : tout le monde risque d'avoir les 5 semaines de congés... c'est-à-dire rien de plus que jusqu'à présent !

Mais attention, il y a quand même environ 340 personnes, sur les 2 000, qui ne sont ni membres de la maîtrise, ni employés en sous-sol, ni assez anciens. Et s'ils ne sont pas non plus assez assidus, ils n'auront que 21 jours. Alors c'est pour eux qu'apparaît le royal cadeau : la compagnie leur donnera 2 jours supplémentaires, à prendre obligatoirement hors période. Parce qu'elle a fait, sans honte, le calcul suivant : 21 jours + 2 jours octroyés + 2 jours de fractionnement. Le compte est bon.

GROUPE MALAKOFF (Caisse de retraite complémentaire)

Les 39 heures, en faveur des patrons ?

Le 28 septembre a eu lieu pour les caisses de retraite complémentaire la discussion patronat-syndicats pour l'application du protocole d'accord du 17 juillet sur la loi des 39 heures.

Le patronat propose qu'on arrive aux 39 heures... au 1^{er} janvier 1982. Mais, tenez-vous bien, avec une réduction de salaire correspondant à l'heure travaillée en moins. Autrement dit, une belle économie pour les caisses de retraite, puisque non seulement ils diminueraient nos salaires, mais ils ne perdraient rien sur le travail effectué parce que, passer 39 heures au lieu de 40 heures à liquider des retraites, ça ne fait guère de différence. Bien sûr, aucun syndicat n'a signé.

Correspondant LO

BANQUES

Notre temps les intéresse !

Ça bouge dans les banques. Entre autres à propos de la réduction du temps de travail.

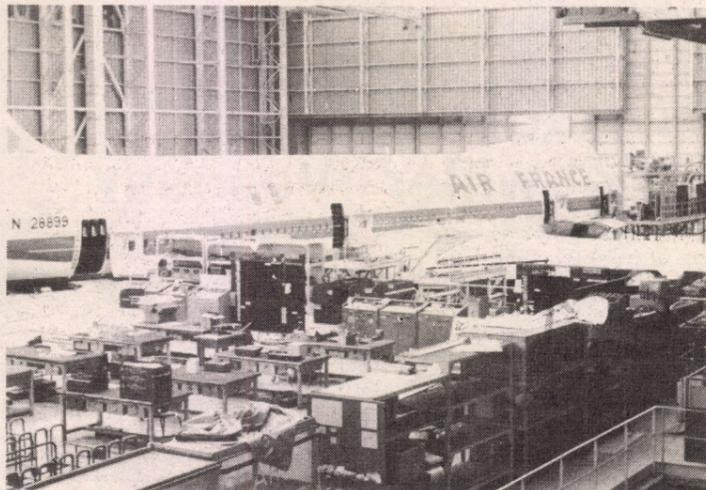
Les banquiers ont proposé aux employés de passer des 40 heures par semaine à 39 heures... en exigeant des contreparties qui seraient autant d'aggravations des conditions de vie du personnel : l'ouverture des guichets 6 jours par semaine au lieu de 5, le travail du dimanche et des heures supplémentaires sans accord préalable !

Réduction d'un côté, pour rallonger de l'autre. Non, merci !

AIR-FRANCE (Orly-Sud)

La direction débloque l'embauche

Depuis la rentrée, il y a eu des négociations dans tous les centres Air France sur les effectifs. Partout, elles ont commencé par durer des heures et des heures et ne donnaient rien. A Orly-Sud cela a atteint un record : 30 heures ! La direction alignait ses chiffres : 60 embauches, les syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC) les leurs : 142. En somme, la direction acceptait donc de débloquent un peu l'embauche, mais vraiment un minimum, pour que les services ne « coincent » pas, puisqu'elle est bloquée depuis des années. Lundi 21 septembre, les syndicats convoquaient le personnel à une heure d'information. Et comme nous nous sommes retrouvés nombreux, à une centaine, nous sommes allés en délégation à la direction, et nous avertissons la direction que l'escale se mettrait en grève si elle n'augmentait pas



ses chiffres. Quelques jours avant, d'ailleurs, c'était l'hôtellerie qui avait fait grève et obtenu l'embauche. Le lendemain, la direction remontait ses chiffres, après 8 autres heures de discussion : 86 embauches et 6 temps partiels.

Si cela change par rapport au peu d'embauche à Orly-Sud les années précédentes, par rapport aux besoins des services, où depuis des années le personnel en retraite, en maladie ou muté n'est pas remplacé, c'est peu.

• ALSTHOM ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

Un air de démocratie sur les chantiers

« Tout le monde parle, tout le monde écrit, mais personne n'agit ». C'est le titre d'un tract signé d'un « groupe d'ouvriers mécontents » distribué vendredi 9 octobre à l'embauche par 11 travailleurs du rang aux différentes grilles du chantier. Ce tract appelait à une assemblée de travailleurs le lundi 12 octobre à 9 h 30, devant le vestiaire 9, pour mandater les organisations syndicales sur les revendications suivantes :

1) Non aux augmentations en pourcentages qui ne font qu'accroître l'écart déjà existant.

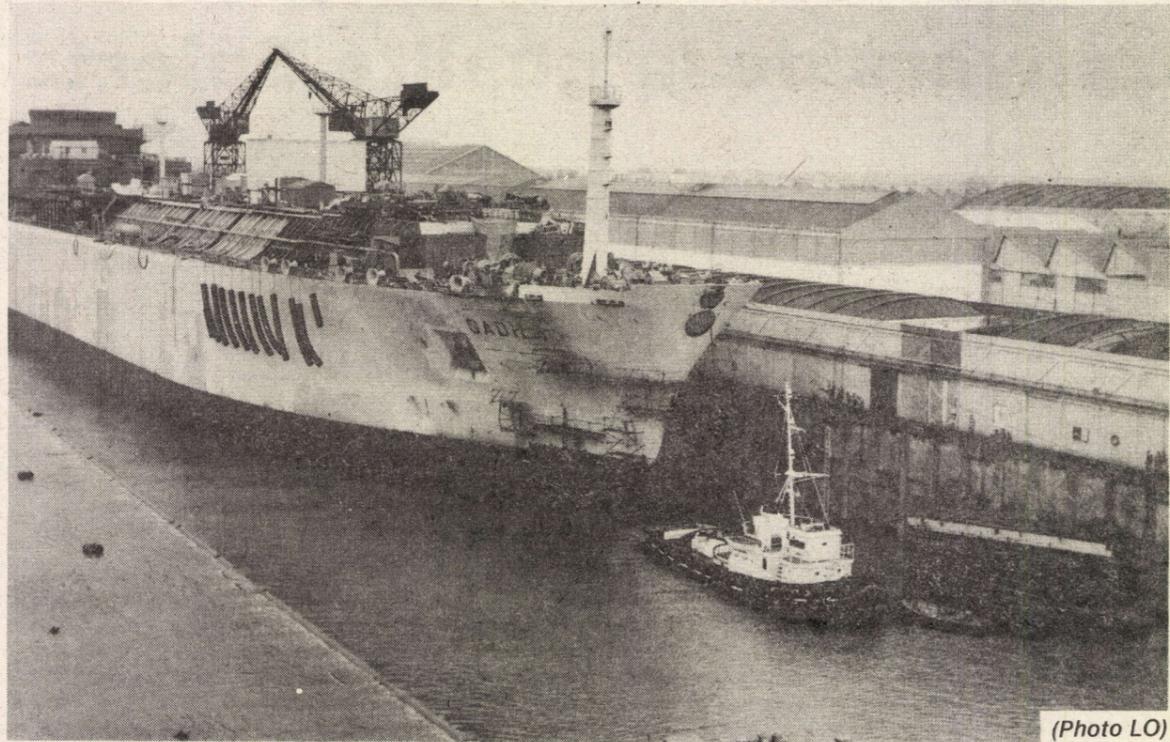
2) Oui aux augmentations uniformes pour tous, dont une immédiatement de 500 F inclus dans la partie fixe des salaires.

3) Compensation immédiate de la perte de salaire due à la diminution d'horaire de 42 à 40 heures.

Toute la journée du vendredi, cela a fait beaucoup discuter. Voilà bien longtemps qu'on n'avait pas vu ça. Inutile de dire que les délégués syndicaux étaient sur le tas pour discuter avec les travailleurs, pour savoir qui était à l'origine du tract, pour calomnier à l'occasion aussi.

Le lundi 12 à l'embauche, Force Ouvrière avertissait dans un tract qu'elle refusait de discu-

ter. De plus, elle dénonçait le groupe d'ouvriers mécontents comme plus ou moins manipulé par la direction pour saboter les organisations syndicales. Malgré l'effervescence et les pressions, c'est quand même à 350 que nous nous sommes retrouvés devant le vestiaire 9, le lundi matin. Là, deux des travailleurs à l'origine de l'appel ont pris la parole et on rappelé pourquoi ils appelaient à cette assemblée. Force Ouvrière n'était pas présente, mais CGT et CFDT ont accepté de débattre. Changement de ton de leur part. Ils ont même précisé qu'ils avaient toujours été pour, et trouvaient très bien l'initiative des travailleurs. Et effectivement un débat comme beaucoup d'entre nous n'en avaient jamais vu s'est installé : très démocratique et très vivant. C'était évident que les travailleurs qui étaient là étaient venus pour entendre autre chose que des discours syndicaux. Bien sûr, CGT et CFDT ne pouvaient s'empêcher de laver leur linge devant nous. Mais ces organisations furent vite remises à leur place. Elles tentèrent aussi de noyer le poisson par des discours et en essayant de rajouter toute une liste de revendications : la CFDT mit en avant ses 39 heures, la CGT ses 38



(Photo LO)

heures, mais la dispute tourna court quand le représentant du groupe d'ouvriers intervint pour dire : « Bon, la CFDT veut 39 heures, la CGT 38, eh bien c'est ni l'un ni l'autre : c'est les 35 heures. C'est là-dessus qu'on se bat avant, il n'y a pas de raison que cela change ». L'assemblée tout entière applaudit.

Donc, trois revendications furent retenues :

— 500 F d'augmentation pour tous.

— La semaine de 35 heures.

— La cinquième semaine de congés payés sans perte des acquis.

Pour la suite du mouvement, des assemblées de secteur furent décidées pour le lendemain mardi, afin d'élire des délégués de secteur qui pourraient assister aux intersyndicales. L'appel est signé CGT, CFDT et Comité de lutte.

Mardi, ont donc eu lieu toute la journée cinq rassemblements de gros secteurs d'ouvriers de la Navale. Ils ont été bien suivis. A chaque assemblée, il y eut discussion, d'abord sur les trois revendications qui ont été approuvées et votées à la quasi unanimité, mais aussi, sur proposition d'un animateur du

Comité de lutte, il fut demandé le maximum de volontaires pour constituer un véritable Comité de lutte.

Sur les trois premiers secteurs consultés, une quarantaine de volontaires se sont proposés. Un meeting est prévu mercredi à 9 h 30 pour déposer les revendications.

Tout cela a fait beaucoup discuter et, dans l'ensemble, c'est bien pris. Les anciens rappelaient l'existence d'un Comité de lutte en 1955. D'autre part, beaucoup affirmaient qu'il fallait en arriver là.

Correspondant LO

• CLESID : Creusot-Loire (Saint-Chamond)

Des pique-nique qui gênent

En 1978, CLESID avait regroupé des bureaux d'études à Saint-Chamond. Les mensuels et ingénieurs qui y travaillaient avaient été mutés dans cette ville. Les grincements de dents n'avaient pas manqué et, pour faire passer la pilule, la direction avait octroyé une « prime de transfert », valable pendant trois ans, pour couvrir les frais supplémentaires (restaurant d'entreprise, transport) et l'allongement du temps de trajet pour certains.

Les trois ans sont passés et maintenant la direction veut supprimer la prime (430 F par mois actuellement) en la faisant disparaître progressivement pendant la quatrième année (1982).

Les mensuels et ingénieurs concernés (110 personnes) considèrent que les frais existent toujours et refusent de perdre cet argent.

Des mouvements ont lieu : débrayages avec réunion d'information, visite à la direction... et

pique-nique sauvages. Cela ne plaît pas du tout au directeur, surtout quand ces pique-nique se font dans le hall d'entrée du bâtiment, au milieu des plantes vertes, et que toutes les « huiles » doivent marcher sur les boîtes de camembert et autres trognons de pomme pour rejoindre leurs bureaux après midi.

Après avoir fait une note à l'encadrement, dans laquelle le directeur se dit choqué par le slogan « l'entreprise peut payer », le chef du personnel a fait placarder des notes de service pour interdire les pique-nique dans le hall. Dernier avertissement avant sanction !

Alors les pique-nique continuent, environ deux fois par semaine, devant le bâtiment, sur le trottoir. Comme cela, tous ceux qui passent devant savent que les mensuels et les ingénieurs n'acceptent pas si facilement de voir réduire leur salaire.

Correspondant L.O.

• RVI FEUILLAT (Lyon)

Débrayage pour l'embauche d'un apprenti

Les quatre apprentis actuellement à l'usine arrivaient en fin de contrat et la direction ne voulait pas embaucher l'un d'entre eux, alors qu'elle avait promis de les embaucher tous les quatre. Le motif invoqué : ce jeune est trop décontracté. La direction disait que c'était l'avis de toute la hiérarchie, mais certains chefs ont reconnu ne pas avoir été consultés.

Tout le monde était scandalisé : quand la direction avait décidé les mises en pré-retraite, elle avait promis d'embaucher 1000 jeunes, et maintenant elle licencie un apprenti !

Une pétition a été largement signée et, à une centaine, le vendredi 25 septembre, nous avons coincé le directeur et le chef du personnel. Ces messieurs n'étaient pas fiers et n'avaient aucun argument !

La direction a alors proposé d'embaucher l'apprenti avec un contrat de deux mois, à l'Usine Ponts à Saint-Priest, et à la production, alors qu'il a un CAP de magasinier. C'était un moyen de l'éloigner de Feuillat, pour pouvoir le licencier dans deux mois, car tout le monde sait bien qu'à l'Usine Ponts les cadences sont difficiles à tenir : ce n'est pas un hasard si personne ne veut s'y faire muter.

Aussi, mercredi 30 septembre, a eu lieu un second débrayage, pour dire que cette solution ne nous convenait pas. Et cette fois-ci la direction a proposé à l'apprenti un poste de magasinier à l'usine de Lyon-

Monplaisir, mais toujours pour une durée de deux mois.

C'est déjà un petit recul de la direction. Et il faudra continuer à l'avoir à l'œil.

Correspondant L.O.

• VINIPRIX (Alfortville)

Les intérimaires ne se laissent pas faire

Dans un chantier Viniprix d'Alfortville (Val-de-Marne), nous sommes une vingtaine à travailler pour la même entreprise d'intérim, INF5. Notre travail consiste à faire le montage des rayonnages d'un entrepôt en construction. Notre salaire tourne autour du SMIC (17,34 F de l'heure). Nous en avons discuté entre nous et avons pris conscience de l'avantage que représentait pour nous le fait d'être tous de la même entreprise. Nous nous sommes réunis et avons décidé de profiter de notre passage pour les acomptes aux bureaux, le vendredi soir, pour demander tous ensemble un salaire horaire de 24 F. Ce qui fut dit fut fait.

A voir la tête du patron devant notre détermination, pleurant sur sa pauvre entreprise menacée, nous avons passé un bon moment. Nous avons fini par obtenir qu'il s'engage à nous donner une réponse par téléphone à nos revendications le lundi matin à 11 h.

Le lundi matin, nous avons décidé en réunion que si nous n'avions pas notre augmentation, nous nous mettrions en grève. Comme le chef du personnel était sur le chantier, nous l'avons mis au courant tout de suite.

A 11 h, nous avons appris que le patron lâchait 1,50 F de l'heure pour tout le monde et qu'il viendrait signer les contrats sur le lieu de travail.

A l'heure où nous écrivons, nous attendons les contrats, et nous sommes décidés à lui faire respecter ses promesses jusqu'au bout.

• SPIERTZ (Strasbourg)

L'envers de la qualité Spiertz

Spiertz est une entreprise strasbourgeoise réputée pour ses presses, qu'elle a vendues aux quatre coins de la France depuis 1945.

Il y a quelques années encore, l'usine embauchait des centaines de travailleurs. Mais depuis la crise économique, rien ne va plus. Et maintenant que les affaires vont mal, le patron licencie par centaines, comme en mai dernier, pendant que les ateliers se vident de leurs machines. Les apprentis qui pendant trois ou quatre ans préparaient un CAP se trouvent tout simplement remerciés après avoir fourni la production pour un salaire de 1 000 F par mois. Et pour couronner le tout, voilà que la direction se débarrasse de la cité Ottawa.

Cette cité, baptisée du nom de l'ancien P-DG de Spiertz, est constituée de plusieurs immeubles qui logent les travailleurs à quelques centaines de mètres de l'usine : le côté « social » de Spiertz, en quelque sorte. Pour faire face à ses problèmes d'argent, le patron a tout simplement vendu la cité à une société immobilière, la SIF.

Depuis quelques semaines, les locataires reçoivent des lettres de la SIF leur donnant un délai de trois mois pour quitter leur logement afin que la société puisse en disposer à son gré. Et l'on voit déjà rôder des agents immobiliers en « costard-cravate



On propose à la vente des appartements que les travailleurs de Spiertz ne veulent pas quitter ! (Photo LO)

dans leur Mercedes », comme le dit un travailleur de la cité, qui sent la moutarde lui monter au nez.

Bien que quelques familles aient pris peur et soient déjà parties, les autres ne sont pas prêtes à se laisser faire. Une réunion a rassemblé une soixantaine de personnes, sur la centaine de familles que compte la cité. Un article est paru dans le journal Les Dernières Nouvelles d'Alsace. Des pétitions ont cir-

culé. Et surtout, la colère des travailleurs est la meilleure garantie contre les menaces d'expulsions.

Un des locataires donne le ton : « J'ai travaillé pendant vingt-cinq ans chez Spiertz, j'habite depuis le même temps dans cette cité. Mes bras ont porté pas mal de charges dans ma vie. Ils sont encore costauds. Alors, celui qui viendra me prendre mon logement... ». dit-il... et il indique la trajectoire !

• A.I.A. (Clermont-Ferrand)

Les joies de la loi d'amnistie

« Vous êtes convoqué à la direction, chez le chef du personnel, à 16 heures précises. C'est urgent ». A toute demande d'explication, la réponse était : « C'est confidentiel. On ne peut pas vous le dire au téléphone ». Renseignements pris, nous nous sommes vite rendus compte que nous étions plusieurs à être concernés par ces mystérieux appels ; comme par hasard, c'étaient des militants : trois du Parti Communiste, deux de Lutte Ouvrière. On commençait à se douter des raisons.

Bien que convoqués à des heures différentes dans l'après-midi, nous nous présentons ensemble à la porte. Les simagrées commencent : c'est confidentiel, impossible de vous recevoir ensemble, etc. Enfin la chef du personnel se décide : « Messieurs, puisque vous le voulez, entrez. Puisque cela ne vous gêne pas de laver votre linge sale en famille »...

Il s'agissait de la loi d'amnis-

tie. Nous entrons, hilares, et les « négociations » commencent : fallait-il déchirer les dossiers de sanctions, les rayer, les déchiqueter ? Grave problème... Enfin, notre chef a eu une illumination : Messieurs, nous allons les incinérer.

Malgré sa bonne volonté, notre chef a eu des surprises. Pour le procédé de destruction, il n'y avait pas de désaccord, juste quelques rires. Mais là où les choses se sont gâtées, c'est quand deux d'entre nous, à la surprise de l'assistance, ont réclamé leurs sous : deux sanctions de 15 jours de mise à pied — conséquence de la grève des arsenaux — effacées, ça veut dire qu'on nous rembourse, non ? Logique qui n'est pas celle de la direction de l'AIA... Et là voilà coincée : nous ne voulons signer que contre remboursement, et elle s'épuise en convocations.

Correspondant LO

• EDF-GDF

(Paris) Arroseur arrosé

Au centre EDF-GDF Etienne-Marcel, c'est la période des notes. Eh oui ! Comme à l'école, les chefs sont chargés de noter le personnel et contraints par la direction à se réunir pour débattre longuement de chaque cas.

Cette année, un délégué du personnel a demandé de participer à la réunion. Refus.

Mais une meilleure idée a germé. Pourquoi les ouvriers ne noteraient-ils pas les chefs ? Chiche... Et c'est parti.

Des feuilles ont alors circulé avec tous les noms des chefs, et les ouvriers n'avaient plus qu'à juger chacun d'entre eux, qu'à choisir entre « mauvais », « bien », « très bien », tant en ce qui concerne le comportement vis-à-vis du personnel que la conscience professionnelle et la compétence.

Pour l'instant, tout le monde s'applique à cocher les cases. Studieusement. Et ce n'est pas triste !

• PEUGEOT (Dijon)

Suppression de pointage

A Peugeot-Dijon, depuis le 1^{er} octobre, nous ne pointons plus. L'annonce de cette mesure a été largement reprise par la presse locale et par la télévision.

Mais à l'usine, c'était plutôt l'indifférence ou la méfiance, d'autant plus que la direction précisait dans sa note de service que ce serait « le point de départ de nouvelles relations entre la maîtrise et les ouvriers... ». La maîtrise pointant désormais les absents et les retardataires !

Pour ce qui est des gars méfiants, ce qu'on entendait le plus, c'était : « On n'y gagne rien, car avant on poin-

tait à l'heure et on prenait ensuite le temps d'arriver à la machine. Si maintenant il faut arriver à l'heure au pied de la machine... ». D'autres le prenaient avec humour : « S'ils nous passent tous au coefficient 215, ce sera bien... », car avant, seuls les coefficients 215 et plus ne pointaient pas.

Mais au fond, tout le monde est d'accord pour dire que ça ne change pas grand-chose. Mis à part qu'avant, quand on était en retard, on était contrôlé par le gardien, ensuite par la pointeuse, et enfin par le chef. Maintenant, on ne le sera plus que par le gardien et par le chef.

• RENAULT (Cléon)

Laisse aller... c'est une carte !

A Renault-Cléon, la semaine dernière, la CGT a distribué au personnel une carte-pétition à adresser à Mauroy pour qu'il appuie l'ouverture de négociations à la Régie. A la chaîne R8, certains travailleurs l'ont signée, se disant que si ça ne faisait pas de bien, ça ne faisait pas de mal non plus. Par contre, beaucoup d'autres disaient en rigolant : « Vous allez le déranger, ce pauvre Mauroy. Vous devriez lui téléphoner pour l'avertir avant ». Ou encore : « Nous allons être

obligés de débrayer, Monsieur Mauroy. A l'avance, veuillez nous en excuser » !

Mais le meilleur est venu des délégués, qui expliquaient très sérieusement qu'il y aurait une photo prise sur les marches de Matignon quand les responsables du syndicat y déposeraient les pétitions, « pour prouver que ce n'était pas du bidon et que le syndicat irait jusqu'au bout ».

Comme quoi, ils savent qu'on leur fait confiance !

Correspondant LO

• RENAULT (Saint-Ouen)

Drame !

A l'usine Renault à Saint-Ouen, il y a un malaise parmi les agents de maîtrise.

Un certain nombre d'entre eux sont allés en délégation pleurer auprès de la direction parce que les travailleurs leur manqueraient de respect. Et c'est à la suite d'une alterca-

tion avec un travailleur qu'un petit chef a craqué.

Eh bien, s'ils prennent l'habitude d'aller pleurer dans les bras du directeur chaque fois qu'un travailleur les remettra en place, le directeur devrait se payer des costumes en tissu éponge !

• PTT

Lourd dossier

Vous croyez peut-être, un peu naïvement, que l'amnistie efface tout. Erreur !

Aux PTT, on conserve pour chaque agent :

— Premièrement, un dossier administratif dans lequel sont conservés les congés-maladie, le déroulement de carrière ;

— Deuxièmement, un dossier disciplinaire avec toutes les sanctions que l'employé a eues, du simple procès-verbal

à la radiation ;

— Troisièmement (et de trois !) une feuille de carrière en trois exemplaires ;

— Quatrièmement (et de quatre !) un dossier informatique central au ministère.

Et en prime, il y a les petits carnets des chefs qui aiment porter par écrit leurs états d'âme.

L'administration reste courtelinesque... jusqu'à la gauche !

UNE RENTRÉE SCOLAIRE COMME LES AUTRES !

S.E.S. : Section d'Education Spécialisée ou Section d'Education Sacrifiée ?

Un enseignant de Section d'éducation spécialisée nous écrit :

Pour notre SES, cette rentrée est la plus mauvaise que nous ayons eue : un professeur d'atelier nommé trois semaines après la rentrée, un instituteur non remplacé également pendant trois semaines. Que faire alors des élèves ? Les premiers jours, les collègues essaient bien de les accueillir en surnombre dans leur classe ou atelier, mais les conditions d'enseignement deviennent vite trop difficiles et les élèves sont alors « remis à leur famille », ce qui veut dire, pour ces adolescents, « jetés aux aléas de la rue ». Car à quoi peuvent occuper leur « temps libre », ou plutôt libéré, ces jeunes dont la plupart savent à peine lire et auxquels l'école n'a même pas donné le goût de faire du sport ? (...)

Et s'ils en avaient le goût, comment les familles, la plupart très modestes, auraient-elles le moyen de payer l'inscription à une association ou un club sportif (entre 150 et 300 F) ?

Que leur reste-t-il alors pour se distraire, ou plutôt pour passer le temps ? Les promenades dans les grandes surfaces, avec toutes les tentations de la société de consommation, et voilà comment certains rentrent un jour dans le cycle délinquance-répression. A qui la faute ?

Les élèves relevant de SES représentent environ 5 % à 6 % de la population scolaire du 1^{er} cycle du secondaire (parmi eux il faut compter, selon le lieu d'implantation des SES, entre 30 % et 70 % d'élèves étrangers). C'est une population fragile avec, en général, des handicaps légers. Il suffirait d'une attention particulière de l'Éduca-

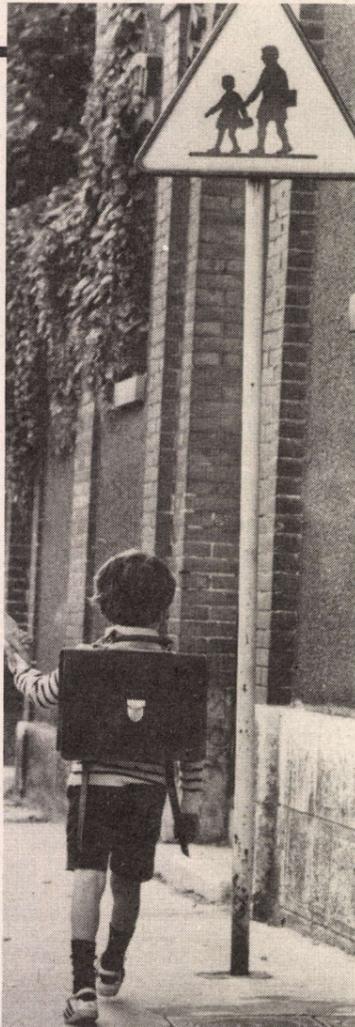
La presse de gauche a présenté la rentrée scolaire 1981-1982 comme « une rentrée pas comme les autres ». Mais bien des faits le démentent.

On apprend par la radio et la télé que la situation est particulièrement catastrophique dans les écoles maternelles, où le manque de personnel fait que des enfants de 2, 3 ou 4 ans restent à la porte. Les maîtres-auxiliaires ne

sont finalement pas mieux lotis cette année que l'an dernier. Quant aux établissements où se retrouvent généralement les enfants des familles ouvrières, les LEP — anciens CET — ou les SES (sections dites d'Education spécialisée) des lycées et collèges, ils restent les parents pauvres de l'Éducation qu'ils ont toujours été. Pas plus de professeurs, pas plus d'argent, pas de meil-

leurs locaux.

C'est l'héritage du passé, nous dit-on ? A voir. Sauf si on entend par « héritage du passé » celui que les nouveaux gouvernants assument : consacrer plus d'argent au budget militaire, à l'entretien et l'occupation inutiles de 500.000 militaires, qu'à l'éducation et l'épanouissement de 12 millions d'enfants des écoles.



tion nationale pour que cette population se normalise. Souhaitons que les promesses deviennent un jour réalité !

J.P., enseignant SES

TOUJOURS AUXILIAIRES ET SOUVENT TOUJOURS AU CHÔMAGE



Mercredi 23 septembre, les auxiliaires avaient manifesté à l'appel du « Comité des non-titulaires », regroupant aussi bien des non-syndiqués que des adhérents de la FEN, du SGEN et de la CGT.

La délégation qui avait été reçue au ministère de l'Éducation nationale n'avait pas obtenu de réponse satisfaisant leurs problèmes.

En effet, par exemple, dans la seule académie de Paris, d'après ce comité, sur 1.600 auxiliaires employés l'an dernier, 960 ont retrouvé un emploi à temps plein. Mais 500 n'ont qu'un mi-temps alors que beaucoup avaient, l'an passé, un poste complet. Enfin, 108, qui ont travaillé moins de six mois l'an passé, n'ont pas de poste du tout.

Le ministère a assuré qu'il améliorerait la situation dans le courant du mois d'octobre. On attend !

Quant à la titularisation des auxiliaires, le ministère a simplement prévu d'en discuter avec les organisations syndicales car, pour le moment, les auxiliaires sont repris à ce titre.

En attendant, plusieurs centaines d'auxiliaires sont sans salaire ou ont un demi-salaire ou pour les plus chanceux, embauchés à plein temps, une paie moindre que les titulaires, même s'ils font le même travail qu'eux.

Un autre rassemblement des non-titulaires est prévu le 14 octobre à 15 h au ministère.

GRÈVE AU C.E.T. BAYARD A TOULOUSE

Au CET Bayard, à Toulouse, les élèves sont en grève à 100 % depuis le lundi 12 octobre. Leurs revendications : ils ne veulent plus d'amiante sur les plafonds des ateliers et des vestiaires. Le problème dure depuis des années. Il y a déjà eu des grèves de protestation contre ce produit cancérigène, et une partie des installations a été refaite. Mais le plus gros reste à faire. Quand on rentre dans les ateliers et les vestiaires, il faut se pencher pour ne pas se cogner contre les plafonds et, durant toute la journée, vous avez le plafond à quelques centimètres de votre tête !

Les professeurs d'atelier, d'ailleurs, ont recouvert eux-mêmes de plâtre, et à leurs frais, les plafonds de leurs

propres bureaux. Les élèves ont le soutien de tous les professeurs et des parents d'élèves. La mairie, contactée par les élèves, dit qu'il n'y a aucun problème. Et quand on lui fait remarquer que, pour d'autres établissements scolaires de Toulouse, on a procédé au remplacement complet de l'amiante par d'autres produits, Rossignol, l'adjoint au maire, répond que c'est pour des raisons psychologiques que ces changements ont été faits. En tout cas les élèves, forts de leur grève, ne sont pas prêts à baisser les bras. D'autant plus que, dans d'autres CET, le même problème se pose, et qu'on y parle beaucoup de la grève du CET Bayard.

Correspondant LO

Peut-être pas pédagogues, mais déterminés !

En mars dernier, la directrice de l'école maternelle Jean-Zay-II, à Grand-Quevilly, dans la banlieue rouennaise, avait convoqué les parents pour les informer que la 4^e classe maternelle serait fermée à la rentrée.

Quand des parents d'élèves avaient entrepris des démarches, avant les élections, auprès de Laurent Fabius, celui-ci avait donné son appui verbal — et aussi écrit — auprès de l'inspection académique. L'inspecteur académique avait répondu qu'il verrait à la rentrée.

Mais le jour de la rentrée, les parents concernés recevaient une note de la directrice informant de la ferme-

ture de la classe maternelle. La directrice invitait les parents à venir à l'école pour voir ensemble le problème et, dès le lundi suivant, avec leurs enfants, des parents occupaient les locaux en accord avec la directrice.

Le lendemain, l'inspecteur venait à l'école pour déclarer que « l'ouverture ou la fermeture d'une classe n'est pas l'affaire des parents... mais celle de pédagogues » !

D'ailleurs, il n'a pas osé s'aventurer dans la classe : il avait sans doute peur qu'on l'enferme ! Pour lui, s'il y a 25 gosses qui attendent à la porte de l'école, c'est la faute de la directrice car elle ne veut pas surcharger les trois autres classes de 25 qui lui restent...

Les parents, eux, sont d'accord avec la directrice : 25 enfants par classe, c'est

un maximum, et c'est pour cette raison qu'ils occupent toujours la 4^e classe.

Depuis, toujours pas de réponse de l'inspecteur. Les parents ont envoyé trois télégrammes au ministère, mais rien non plus.

Lors d'une nouvelle entrevue à la mairie, où parents et enfants étaient venus en délégation, Laurent Fabius, tranquillement, a dit que s'il y avait une maîtresse de plus à Jean-Zay-II, cela en fera une de moins ailleurs où on en a davantage besoin ! L'inspecteur d'académie, lui, a carrément refusé de recevoir qui-conque !

Pour l'un comme pour l'autre, pas question de rouvrir cette classe.

Dernière minute : Les parents auraient obtenu gain de cause. On apprenait mercredi qu'une institutrice devait être nommée pour la quatrième classe.

« Sadate, pharaon d'Egypte » de Thierry Desjardins

L'assassinat de Sadate a donné à ce livre paru il y a quelques mois un regain d'actualité.

Thierry Desjardins, ex-reporter au Figaro et rédacteur en chef de France-Soir, auteur entre autres de plusieurs ouvrages sur le Moyen-Orient, trace dans sa préface un portrait de Sadate homme libéral, soucieux de démocratie, à l'inverse de Nasser. C'est un point de vue qui, évidemment, n'étonne pas sous sa plume.

Cela dit, ses sympathies affichées pour Sadate ne l'ont pas empêché d'écrire, à travers cette biographie, une histoire passionnante de l'Egypte depuis le début du siècle.

Le jeune Sadate, né en 1918, fils d'un sous-officier, était également profondément nationaliste. Il fut admis en 1936 à l'Académie militaire. Pour lui, c'était à la fois une promotion sociale et l'entrée dans une institution refuge du nationalisme égyptien. Il y rencontra Nasser et d'autres élèves officiers, nationalistes comme lui.

Qui allait diriger l'Egypte vers l'indépendance ? Tour à tour, le roi et le parti nationaliste Wafd déçurent les élèves-officiers qui, depuis 1939, avaient fait le serment de lutter pour l'indépendance et d'unir pour cela leurs efforts. Quant aux manifestations et même à la guérilla menée par des groupes de jeunes contre les Britanniques aux abords du canal de Suez après la Deuxième Guerre mondiale, Nasser et les siens s'en méfiaient. Officiers, ils n'aimaient pas laisser l'initiative à une population manifestant et faisant grève.

Alors, ils choisirent de mener une action souterraine dans l'armée, cherchant à faire nommer à des postes clés des militaires favorables à leurs idées, préparant ainsi en somme le coup d'Etat de 1952.

Thierry Desjardins montre aussi comment, une fois au pouvoir, ces jeunes officiers aux sympathies pro-américaines se tournèrent avec confiance vers les Etats-Unis. A l'époque l'ambassadeur américain appelait tout simplement Nasser et ses amis « my boys » (mes gars). Mais si les Etats-Unis étaient prêts à aider l'Egypte, c'était en échange d'un traité d'alliance militaire. A l'époque de Guerre froide avec l'URSS, c'était la

politique des Etats-Unis. Nasser était tout prêt à se ranger dans le camp de l'Amérique, mais pas à y être pieds et poings liés, comme le souhaitait Washington. En fait, la seule alternative qu'on lui laissait, c'était de se subordonner aux Etats-Unis ou de couper les ponts. C'est cette seconde solution qu'il choisit, et ce fut le début du nassérisme. Nasser rechercha l'alliance avec l'URSS pour contrebalancer les attaques du camp occidental dont il allait devenir l'homme à abattre. Puisqu'il n'était pas possible d'avoir de l'aide de l'impérialisme, eh bien Nasser nationalisa le canal de Suez, tenu par des groupes privés anglais et français. La guerre de 1956 menée contre l'Egypte par Israël, la France et la Grande-Bretagne tourna à l'avantage politique de Nasser, qui du même coup devint le héros du monde arabe et la bête noire du camp occidental.

Dans tous ces événements, quel rôle joua Sadate, quant à lui ? Eh bien, il suivit. Il suivit



Le gouvernement de Nasser après la prise du pouvoir. Nasser au centre, Sadate à sa gauche. (AFP)

sans être un chaud partisan de l'alliance avec l'Union Soviétique, lui l'anticommuniste. Mais, tout comme Nasser, il ne vit pas d'autre solution pour l'Egypte.

La défaite de la guerre contre Israël en 1967 ébranla le régime et fut pour Nasser le début de la fin. Et en septembre 1970, lorsqu'il mourut terrassé par une

crise cardiaque, Anouar el Sadate prit sa place, comme il s'y préparait à n'en pas douter depuis longtemps.

Vice-président de Nasser, il fut élu président de la République. Rapidement, il élimina ses adversaires politiques qu'il envoya en prison. Et Sadate resta douze ans au pouvoir.

Qu'en fit-il ? Eh bien, il continua la politique de Nasser. Mais du Nasser des dernières années, qui s'éloignait de l'URSS pour revenir progressivement vers les Etats-Unis. Dès 1970, l'Egypte et les Etats-Unis avaient signé les accords dits du « plan Rogers » du temps de Nasser. Sadate, lui, multiplia les gestes de bonne volonté. Il chassa spectaculairement en 1972 les 20.000 conseillers soviétiques, il se rendit aux Etats-Unis, il invita Nixon, ouvrit ses frontières aux capitaux américains, laissa le champ libre dans la foulée aux Frères Musulmans d'extrême-droite, pourchassés du vivant de Nasser.

Cette politique, Thierry Desjardins l'approuve chaudement. Il montre bien sa continuité avec la dernière période de Nasser, mais il tente néanmoins d'opposer les deux hommes, reprochant à Nasser d'avoir fait le choix de l'alliance avec l'URSS. Mais il montre lui-même, au fond, comment ce sont les Etats-Unis eux-mêmes qui, par leur politique, ont jeté l'Egypte dans les bras de l'URSS. Sadate a depuis attaqué parfois ce qu'a fait Nasser, mais l'un et l'autre ont tenté de mener une politique indépendante pour l'Egypte. Nasser, soutenu par Sadate, n'a pas réussi, et il en a tiré les conséquences. Sadate a suivi sa voie et le petit officier nationaliste est devenu l'homme des Etats-Unis. La voie de l'indépendance menait à une impasse.

Ce livre de 515 pages, riche en informations, est particulièrement intéressant. Car si Sadate est le personnage central, c'est l'histoire de l'Egypte qui est faite, et spécialement celle de la période nassérienne ; et, malgré ses sympathies de journaliste du Figaro, Thierry Desjardins sait montrer les faits et les hommes tels qu'ils sont.

Guy FICHET

Sadate, pharaon d'Egypte de Thierry Desjardins, Ed. Marcel Valtat, environ 72 F.

« Ferdaous, une voix en enfer »

de Naoual el Saadaoui

Naoual el Saadaoui est une romancière égyptienne, médecin psychiatre, militante féministe, connue dans le monde arabe pour son action, ses livres en faveur des femmes. Au début du mois de septembre dernier, elle a fait partie des centaines et des centaines d'opposants, de toutes tendances, arrêtés par Sadate.

Les Editions des Femmes viennent de publier Ferdaous, une voix en enfer, un petit livre qui raconte l'aventure d'une femme égyptienne dont le prénom Ferdaous signifie, par une ironie amère, « Paradis ».

Ferdaous est devenue prostituée, et c'est paradoxalement à ce moment-là qu'elle s'est sentie, pour la première fois de sa vie, relativement libre. Bien entendu, Naoual el Saadaoui ne défend pas la prostitution. Mais elle montre que le sort de Ferdaous, une petite fille issue d'une famille paysanne pauvre et qui a été mariée de force, puis qui a subi les violences de plusieurs hommes, n'était de toute façon pas plus enviable. Ferdaous s'explique : « Je n'ai pas senti un seul instant que je n'étais pas une femme honnête. Toutes les femmes doivent se prostituer d'une manière ou d'une autre. Comme je suis intelligente et consciente, je préfère être une prostituée libre plutôt qu'une prostituée esclave. » Ferdaous est un livre de combat. Il montre ce qu'est aujourd'hui le sort des femmes égyptiennes, et c'est à bien des égards un témoignage accablant sur la société égyptienne.

Et pourtant Ferdaous, malgré ses origines modestes, a pu faire quelques études ; elle est devenue une petite bourgeoise de la ville, son sort n'est pas le pire !

Comme elle veut vivre libre, elle s'endurcit et se bat. Et comme elle n'a peur de rien, elle finit par assassiner le proxénète qui voulait la faire bénéficier de sa « protection ». Seulement, ce proxénète avait de puissantes relations et, pour finir, c'est Ferdaous qui est condamnée à la pendaison...

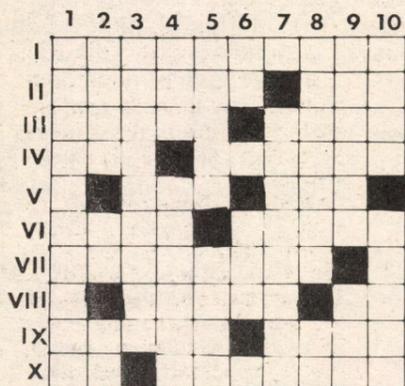
Naoual el Saadaoui accuse clairement aussi les autorités de concourir à cette oppression des femmes. Au fond, Sadate, en la jetant en prison, ne l'a-t-il pas confirmé à sa manière ?

André VICTOR

Ferdaous, une voix en enfer de Naoual el Saadaoui, Editions des Femmes.



Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Sensibles aux pressions. II. Sort de l'œuf pour aller dans l'eau. Drôle d'oiseau. III. Etre en tête. Plateau de pêches. IV. A dos d'âne. Elargie. V. Ile grecque. Divulgués. VI. Saillant. Coupe. VII. Vases pour opérateur. VIII. Palier. Note. IX. En Corrèze. Empoisonneur javanais. X. Participe gai. Laisse passer et ne laisse rien passer.

VERTICALEMENT. — 1. Viveur. 2. Vicissitude. Disque égyptien. Sensible. 3. Titrées. 4. Œuf dur. Attaquent les pavillons. 5. Objectifs. On y met les pieds. 6. Dans. Signal. 7. Répétiteur. 8. Subissent les embouteillages. Saint bigourdan. 9. Prénom auguste. Echec d'échecs. 10. A l'expérience. Sortie.

Solution du problème précédent

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	E	R	V	E	A	U	R	A
II	A	M	I	E	R	M	E	S	
III	R	I	G	N	A	C	A	I	S
IV	P	E	A	G	E	R	T	A	
V	E	T	E	R	G	O	T	E	S
VI	T	T	A	E	C	A	R	S	
VII	T	E	R	N	E	S	R	A	I
VIII	E	R	I	C	O	B	I	N	
IX	A	D	E	P	T	E	L	A	
X	U	S	E	O	S	E	R	A	S

COMMUNIQUÉS

• Le Théâtre de la Mezzanine présentera la pièce *Holocaustum* ou *Le borgne d'E. Manet* le 24 octobre à 21 h à la MJC de Chevreuse (78).

• Le Théâtre Noir, 23, rue des Cendriers, Paris 20^e, propose : du 20 au 25 octobre, Lucky Zebila et son ballet-Congo, à 20 h 30 (dimanche 17 h et 20 h 30) et du 27 au 31 octobre : le Théâtre de la Résistance, Chili : Le livret de l'enfer de Enrique Buenaventura, à 20 h 30.

« Pour la défense du peuple »

En 1972, dans le cadre d'un simulacre de libéralisation du régime, la télévision iranienne avait été autorisée à filmer le procès d'opposants au chah. Ce tribunal militaire jugea, entre autres, un poète, Khosrow Goulesorski, et un cinéaste, Kerramat Danneshtian, pour les condamner à mort. Ils furent effectivement exécutés. Mais les accusés firent du procès une dénonciation du régime du chah.

C'est à partir de ce document de la télévision iranienne, découpé en petites tranches, que d'autres documents viennent illustrer, qu'a été fait ce film. Tous ces documents portent témoignage sur la dictature du chah, la présence impérialiste américaine, le renversement du docteur Mossadegh en 1953, les révoltes... Malgré la forme prise, c'est assez facile à suivre mais, surtout, *Pour la défense du peuple* rend très émouvantes les déclarations du cinéaste et du poète.

Alors que le procureur leur demande de s'en tenir à leur défense, d'arrêter de raconter des « fables », ils persistent et crient à la face de leurs juges militaires que, malgré l'armée, la police, la SAVAK et les tortures, rien ne pourra empêcher la révolte du peuple iranien. Ces hommes étaient alors isolés, en butte à la pire répression, et pourtant leur espoir se réalisa, et les dernières images, sur la fin du régime du chah en 1979, sont la conclusion à retardement de ce procès.

Il ne faut pas chercher, dans ce film, d'informations sur les derniers événements en Iran, sur la politique pour-

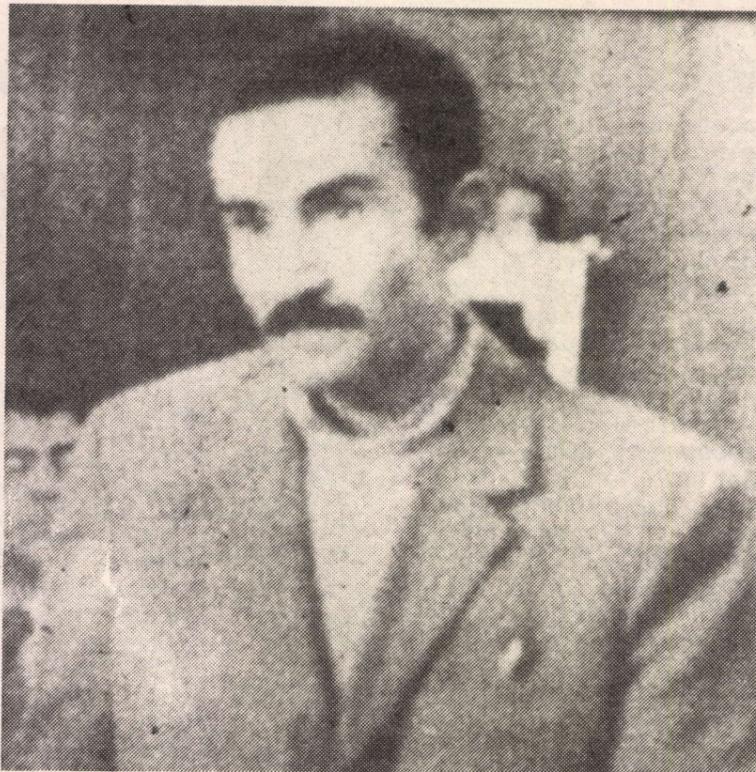
suivie par le pouvoir religieux et la répression féroce qui y sévit. D'ailleurs un des autres accusés de ce procès est actuellement dans les geôles de Khomeiny.

Mais ce film, s'il parle des religieux, ne leur laisse pas toute la place. Et un document sur le dialogue entre un ouvrier athée et un mollah semble indiquer que celui qui a rassemblé et monté tous ces documents ne partage pas les méthodes actuelles du pouvoir en Iran.

Pour la défense du peuple est un film qui intéressera tous ceux qui veulent comprendre la situation de l'Iran, du régime du chah jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Khomeiny.

Samuel LATAN

Ce film est projeté à Paris aux cinémas : Saint-Séverin 5°, Marais, Olympic Entrepôt, sous-titres en français.



« Les 4 saisons »

C'est l'histoire, durant quatre saisons de l'année, de trois couples de petits bourgeois américains, très liés, qui passent week-ends et vacances ensemble.

Au printemps, après 20 ans de mariage, un des couples se défait. Vient l'été et, sur le bateau loué pour les vacances, une des trois amies a été remplacée par une autre, une jeune femme qui va devoir se faire accepter par l'ensemble du clan. L'automne et l'hiver vont passer, émaillés des drames et des retrouvailles du petit groupe.

Le récit des problèmes psychologiques et des difficultés relationnelles de ces six



adultes aurait pu donner un film très ennuyeux. Mais, bien que le sujet ne soit que d'un mince inté-

rêt, c'est traité avec humour et l'on y rit souvent.

Annick MORIZET

Sélection

GARDE A VUE.
de Claude Miller.

L'affrontement entre un policier et un notaire soupçonné de viol et de meurtre.

Gaumont Les Halles 1°. Berlitz 2°. Gaumont Richelieu 2°. Quintette 5°. Colisée 8°. France Elysées 8°. Saint-Lazare Pasquier 8°. UGC Gare de Lyon 12°. Fauvette 13°. Gaumont Sud 14°. Montparnasse Pathé 14°. Sept Parnassiens 14°. 14 Juillet 15°. Victor Hugo 16°. Clichy Pathé 18°. Gambetta 20°.

L'HOMME DE FER.
d'A. Wajda.

Un témoignage sur les dix années qui ont précédé les grèves de 1980 en Pologne.

Studio de la Harpe 5° (vo). Lucernaire 6° (vo). Pagode 7° (vo).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE.
de Steven Spielberg.

Des aventures à vous couper le souffle.

Gaumont Les Halles 1°. Gaumont Richelieu 2°. Hautefeuille 6° (vo). Publicis Saint-Germain 6° (vo). Ermitage 8°. George V 8° (vo). Marignan 8° (vo). Paramount Opéra 9°. Nation 12°. Fauvette 13°. Gaumont Sud 14°. Montparnasse Pathé 14°. Sept Parnassiens 14°. Convention 15°. 14 Juillet 15° (vo). Mayfair 16°. Paramount Maillot 17°. Wepler 18°. Gambetta 20°.

REGARDS ET SOURIRES.
de Ken Loach.

La vie quotidienne des petites gens, des jeunes et de Mick, l'un des trois millions de chômeurs anglais.

14-Juillet 6° (vo). Racine 6° (vo). 14-Juillet 11° (vo).

LORRAINE COEUR D'ACIER.
de Jean Serres et Alban Poirier.

Toute une population participe à une radio libre créée par la CGT. Devant son succès, les pouvoirs publics et... la CGT y mettront fin.

Chatenay-Malabry Le Rex, 364, av. de la Division-Leclerc.

LA BATAILLE D'ALGER.
de G. Pontecorvo.

Les paras de Massu et Bigeard faisaient « régner l'ordre » à Alger... sous les ordres d'un gouvernement socialiste.

Hollywood 9°.

SELECTION TELE

Samedi 17 octobre

20 h 30. TF1. **Jacquou le Croquant.** Diffusé pour la première fois en 1969, ce feuilleton en 6 épisodes d'après un roman d'Eugène Le Roy eut un énorme succès. On pourra le voir cette fois en couleurs.



22 h 05. A2. **Cosmos.** Carl Sagan, professeur d'astronomie dans une université américaine, collaborateur de la NASA et auteur de plusieurs ouvrages scientifiques, pré-

sente une série d'émissions de vulgarisation scientifique. La première émission nous promène dans le cosmos, parmi les soleils, les univers, les planètes, les étoiles, avant de nous ramener sur Terre.

Dimanche 18 octobre

18 h 25. FR3. Théâtre : **Monsieur de Pourceaugnac,** une comédie-ballet de Molière.

20 h 30. TF1. **Fantômas se déchaîne.** Avec Jean Marais et Louis de Funès.

20 h 30. FR3. **Mer du Nord et Baltique.** Première d'une série de six émissions sur l'origine et la formation des régions septentrionales de la planète.

Lundi 19 octobre

20 h 30. TF1. **Feux croisés.** Film américain d'Edward Dmytryk, d'après un roman de Richard N. Brooks. Ce film, qui a pour thème l'antisémitisme, date de 1947. Il valut au réalisateur et au producteur

d'être mis sur la liste noire à l'époque du Maccarthysme et de la chasse aux sorcières.

20 h 35. A2. **Affaire vous concernant.** Une heure et demie avec Pierre Mauroy, qui commentera la politique gouvernementale en répondant aux questions des journalistes d'Antenne 2.

22 h. TF1. L'émission médicale d'Etienne Lalou et Igor Barrère porte sur la réinsertion des malades mentaux et les structures diverses existant dans ce domaine.

Mardi 20 octobre

15 h 50. TF1. Dossier : **l'astrologie devant la science.** Il y a plusieurs siècles que Galilée et Copernic ont secoué le fatras des croyances astrologiques, mais cela n'empêche pas les bonimenteurs de continuer à vous fabriquer des horoscopes sur mesure, basés sur des cieux imaginaires. Le dossier sera suivi d'un débat entre « astrologues » et « astronomes ».

20 h 40. A2. Les Dossiers de l'écran ont pour sujet **Le racisme quotidien.** Pour introduire le débat, un film d'Yves Boisset **Dupont Lajoie.** Les invités : l'écrivain Tahar Ben Jalloun, un Algérien qui a été victime d'une agression raciste, un journaliste de **Libération** et Paul Mercieca, maire communiste de Vitry-sur-Seine, qui s'est illustré par une triste opération bulldozer contre un foyer de travailleurs immigrés dans sa commune.

20 h 30. TF1. **Charter pour l'enfer.** Reportage sur le naufrage physique et moral des jeunes partis vers l'Asie et ayant sombré dans la drogue. Certains, qui ont été condamnés en Thaïlande pour des petits trafics, purgent des peines de 15 à 50 ans de prison, dans des conditions épouvantables. Le but du reportage est d'attirer l'attention des autorités sur leur sort.

Mercredi 21 octobre

20 h 30. TF1. **Charter pour l'enfer.** Reportage sur le naufrage physique et moral des jeunes partis vers l'Asie et ayant sombré dans la drogue. Certains, qui ont été condamnés en Thaïlande pour des petits trafics, purgent des peines de 15 à 50 ans de prison, dans des conditions épouvantables. Le but du reportage est d'attirer l'attention des autorités sur leur sort.

Jeudi 22 octobre

20 h 30. FR3. **Le soupçon.** Ce « soupçon » est celui que font régner dans le Parti Communiste Italien les dirigeants stalinien de ce parti, dans les années 1930.

20 h 35. A2. **Le regard des autres.** Un document sur la vie des handicapés physiques et mentaux.

Vendredi 23 octobre

20 h 30. FR3. Le nouveau vendredi : **Des galères aux grands vaisseaux.** La technique de construction des bateaux en bois, depuis les galères de l'Antiquité jusqu'aux navires du XVIII^e siècle.

21 h 30. A2. **Apostrophes.** Les invités (François Jacob, Pierre Thuillier, Hubert Reeves, Yves Delanges) sont tous auteurs de livres sur différentes branches de la science. 23 h. A2. Ciné-club. Début d'un cycle Orson Welles, avec **Macbeth** d'après Shakespeare.

Après Sadate, Moubarak... Les inquiétudes des dirigeants occidentaux

Une semaine jour pour jour après l'assassinat d'Anouar El Sadate, son successeur à la tête de l'Égypte, Hosni Moubarak, a été élu — si l'on peut dire — président de la République. Il a même fait preuve d'une certaine efficacité dans l'organisation de cette prétendue élection, puisque la participation électorale a, paraît-il, battu tous les records, en atteignant les 100 % dans bon nombre de localités. Le record est pourtant difficile à battre dans un pays comme l'Égypte, où, de Nasser à Sadate, la pratique électorale consiste à ne présenter qu'un candidat et à faire, le soir des élections, le tour des bureaux de vote pour ajouter aux résultats le nombre de zéros nécessaires pour faire bonne mesure !

Mais, pour faire la preuve de sa capacité à succéder à Sadate, Moubarak de toute évidence ne pourra pas se contenter de ces petits exercices de manipulation électorale qui sont l'ABC du métier de tout gouvernant égyptien. Après la mort de Sadate, une certaine inquiétude a transpiré, non seulement au Caire, mais dans la plupart des capitales occidentales et au gouvernement israélien, sur ce que sera l'après-Sadate.

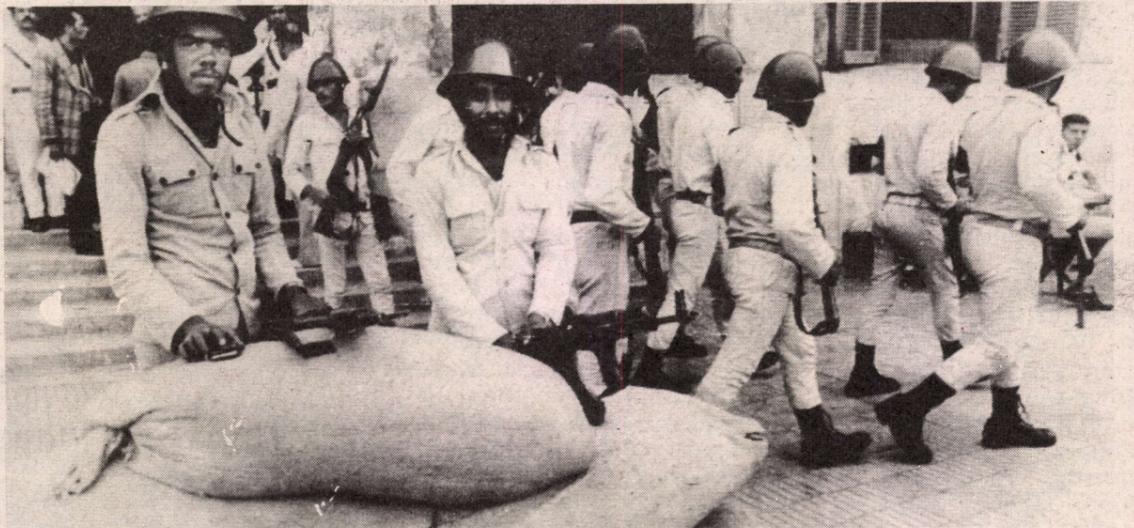
Ce n'est pas tant l'orientation de Hosni Moubarak lui-même qui inquiète. Celui-ci était un homme de confiance de Sadate, et il a tenu à rassurer tout de suite Américains et Israéliens en affirmant qu'il poursuivrait la politique de son prédécesseur, c'est-à-dire l'alliance avec les USA, le rapprochement avec Israël — qui devrait conduire en avril 1982 à la libération de la dernière partie du Sinaï occupée par celui-ci — et aussi la comédie des discussions égypto-israéliennes sur la future « autonomie » des Palestiniens, négociations qui s'enlisent depuis près de trois ans.

Ce qui inquiète les dirigeants occidentaux aujourd'hui, ce n'est pas non plus le fait que « la paix » serait menacée au Moyen-Orient. Avec ou sans Sadate, depuis des années il n'y a pas eu de paix au Moyen-Orient. Depuis des années en particulier, les actions de l'armée israélienne n'ont pas cessé, que ce soit dans les territoires occu-

pés de Cisjordanie ou de Gaza, ou au Sud-Liban, contre le peuple palestinien, ou par exemple contre l'Irak lors du raid de Tamuz. Ce que ces gens-là craignent, c'est d'abord le peuple égyptien et ses possibles réactions. Car tous ceux qui aujourd'hui pleurent en Sadate le soi-disant « homme de paix » n'ont guère d'illusions. Ils regrettent surtout l'homme qui avait engagé son pays très loin sur la voie d'une soumission docile à l'impérialisme américain, et qui en même temps s'était montré capable de se maintenir au pouvoir, d'imposer ses choix à son peuple et de réprimer les accès de révolte de celui-ci contre le sous-développement et la misère qui sont son lot quotidien. Ils se demandent si son successeur sera capable d'en faire autant.

D'autant plus que l'assassinat de Sadate lui-même et l'absence de réaction populaire montrent bien les sentiments réels du peuple égyptien à l'égard du régime. En outre, l'attentat témoigne de l'existence d'une opposition organisée et active. Si l'attentat est bien le fait de la confrérie des Frères Musulmans, il vient raviver l'inquiétude soulevée par le développement de cette organisation et de son influence ces dernières années en Égypte. Les orientations réactionnaires de ces intégristes musulmans peuvent fort bien ne pas les empêcher de canaliser, comme en Iran, les sentiments de révolte et les aspirations à la dignité d'une partie de la population. Dans ces conditions, le développement de ce mouvement intégriste pourrait à terme menacer les positions de l'impérialisme en Égypte.

Alors, il suffit qu'un dictateur comme Sadate meure pour que, dans le monde impérialiste, on se remette à craindre une explosion populaire, en Égypte où la situation des masses populaires n'a cessé de s'aggraver ces dernières années, ou bien dans le tout proche Soudan où, paraît-il, la situation est encore plus catastrophique, au point que le régime pro-américain du général Nemeiry serait menacé. Tant il est vrai que, à Washington ou à Paris, on sait à quoi s'en tenir sur la « légitimité populaire » que peut con-



L'armée en position pour garantir la sécurité de l'élection : le régime montre sa confiance envers la population. (AFP)

férer à Moubarak une farce électorale comme celle du 13 octobre.

C'est d'ailleurs pourquoi les dirigeants américains ou européens, de même que les dirigeants israéliens ou même ceux de certains régimes arabes, semblent prêts à faciliter un peu les choses au successeur de Sadate. Ces derniers temps, en particulier, l'intransigeance israélienne et l'inertie américaine avaient rendu inconsistantes les négociations sur « l'autonomie » palestinienne, censées faire partie du « processus de paix » de Camp David, et avaient ainsi contribué à

ôter toute crédibilité au « processus de paix » que Sadate affirmait poursuivre. Alors il semble qu'aujourd'hui chacun serait prêt à relancer un peu les choses, et l'on parle beaucoup pour cela du « plan de paix » du prince Fahd d'Arabie Saoudite, ou bien de prendre d'autres initiatives.

La paix n'aura aucune réalité au Moyen-Orient tant que l'impérialisme à travers ses différents alliés locaux, cherchera avant tout à y maintenir sa domination. Mais il est clair dès maintenant que, de Jérusalem à Ryad et du Caire à Washington, chacun ressent un intérêt

commun à aider le nouveau dirigeant égyptien à se mettre en place. Car une explosion populaire en Égypte ou au Soudan pourrait remettre en cause la stabilité de tous les autres régimes, et celle de la présence impérialiste dans la région.

Il reste à savoir si tous ces gens ont vraiment les moyens d'aider Moubarak à tenir sa place. En tout cas, pour donner à celui-ci une crédibilité et une assise, il faudra certes plus que la relance, pour la dixième ou la vingtième fois — on ne sait plus — d'un « processus de paix » illusoire.

Marianne LAMIRAL

CHEYSSON OU LES CONTORSIONS DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

« La disparition de Sadate, horrible en elle-même, avec toutes les conséquences qu'elle peut avoir en Égypte, fait disparaître un obstacle au rapprochement inter-arabe » et donc à un règlement global de paix avec Israël au Moyen-Orient.

Cette déclaration de Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, dimanche 11 octobre sur les ondes d'Europe 1, a soulevé quelque émotion dans la presse. C'est vrai que, si c'est ça la diplomatie, alors qu'est-ce que la guerre ?

Certains commentateurs ont vu de la maladresse dans les propos de Cheysson. D'autres, au contraire, ont vu une façon astucieuse de proposer ses services, dans le cadre d'un vaste ballet diplomatique destiné à rapprocher les États arabes de l'Égypte, puis d'Israël et des États-Unis, sur la question palestinienne par exemple. C'est peut-être simplement à la fois

l'un et l'autre.

Cela dit, le déblocage de la situation au Moyen-Orient ne dépend de toute façon pas de la disparition de tel ou tel chef d'État de la région. C'est avant tout l'État israélien qui ne veut pas que les Palestiniens possèdent un territoire sur une de ses frontières. C'est lui qui bloque toute discussion en cette direction. Et seuls les États-Unis pourraient peut-être faire changer les Israéliens d'avis, s'ils le voulaient.

Mais ce sont les USA qui ont fait d'Israël le gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient. Ce sont les USA qui l'arment, ainsi qu'ils arment l'Égypte, le Soudan et l'Arabie Saoudite du côté arabe.

La diplomatie française, elle, est bien incapable de jouer quelque rôle que ce soit dans cette affaire. Ses ministres peuvent juste faire quelques bourdes verbales. L'impérialisme français est un impérialisme de seconde zone et, en dehors de l'Afrique

ainsi que de quelques territoires dans le monde, où il a la prétention de jouer un rôle de gendarme des peuples, ses ambitions sont plus mercantiles. Le rôle de la diplomatie française est le plus souvent de maintenir de bonnes relations avec tous les États qui sont ou peuvent lui servir de clients ou de fournisseurs dans le monde. Dans ce contexte, la déclaration de Cheysson est peut-être tout simplement un coup de chapeau en direction de tous les États arabes qui ont boudé l'enterrement de Sadate, au moment même où Mitterrand était bien obligé de faire de la figuration entre les anciens présidents américains et Begin, chef du gouvernement israélien. Alors, un coup pour Israël, un coup pour les Arabes. Pas de jaloux !

Surtout qu'il ne faudrait pas compromettre l'achat de missiles anti-aériens par l'Irak.

Pierre LEMAIRE